

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 09 Février 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°95 ■

Bonne production agricoles et maitrise des ressources

La sécurité alimentaire bientôt assurée

Nos performances agricoles sont si probantes que l'Algérie ne saurait tarder à assurer sa sécurité alimentaire. Les pouvoirs publics assurent que les actions entreprises en ce sens, l'ont été pour être pérennes. Etant un sujet essentiel et particulièrement après les événements d'Ukraine, les efforts de l'Algérie en la matière ont même été reconnus par la communauté internationale lors du dernier Davos.

P 3



**Implantation du Chevron
en Algérie**

**Sonatrach espère
un accord
avant fin 2023**

P 2

Le président de la CIPA l'a annoncé :

**«2023, l'année
de l'investissement»**

Le président de la Confédération des industriels et producteurs Algériens (CIPA), en l'occurrence Abdelwahab Ziani, a déclaré hier que « 2023 sera celle de l'investissement ». S'exprimant lors de son passage sur les ondes de la radio nationale « Chaîne II », Ziani a fait savoir que beaucoup de changements ont été opérés notamment en matière de la réglementation et également en matière de volonté politique, dont le chef de l'Etat accorde une grande importance à la promotion de la production nationale.

P4

Diversification de l'économie nationale

**Plaidoyer pour un
accompagnement
spécifique à
l'entreprise**

Des objectifs et projections ambitieux ont été fixés par le gouvernement, dont le but principale c'est d'amorcer une véritable transition et transformation économique. D'ailleurs, l'Algérie veut devenir un pôle de production par excellence durant les cinq prochaines années.

P 5

Pétrole

**Le baril de Brent
progresses à 84
dollars**

Les prix du pétrole ont augmenté en début de séance, d'hier mercredi, pour poursuivre les gains réalisés au cours des deux derniers jours, soutenus par la baisse du dollar et la baisse soudaine des stocks de brut américains. Les contrats à terme sur le Brent ont augmenté de 8 cents, ou 0,1%, à 83,77 dollars le baril à 06h59 GMT, prolongeant ses gains de 3,3% lors de la session précédente.

P3

 **Condor**

Prenez votre
envol !



IMPLANTATION DU CHEVRON EN ALGÉRIE

Sonatrach espère un accord avant fin 2023

Le PDG de Sonatrach, Toufik Hakkar a confirmé avant-hier les pourparlers avec la compagnie américaine «Chevron», tout en souhaitant la conclusion d'un accord avant fin 2023.

Slimane T/Agence

Les pourparlers interviennent alors que les entreprises européennes et américaines intensifient leurs efforts pour extraire le pétrole et le gaz de la région et aider à compenser les pertes d'approvisionnement de la Russie liées aux sanctions. «Nous sommes en discussion sur le choix des périmètres», a déclaré Toufik Hakkar, directeur général de la société énergétique publique Sonatrach, à Bloomberg. « Les aspects contractuels sont toujours en discussion. Notre objectif est de conclure un contrat au cours de cette année», précise-t-il. L'Algérie, membre de l'OPEP, possède certaines des plus grandes réserves de pétrole et de gaz d'Afrique et exporte déjà des volumes importants vers l'Europe. Pour rappel, Chevron avait signé un protocole d'accord avec Sonatrach, en 2020, pour explorer les opportunités du gaz naturel en Algérie. Si les tra-

vaux avaient été lents, les choses semblent s'accélérer ces derniers temps. En effet, selon The Wall Street Journal, qui a été le premier à rapporter l'information, Chevron a dépêché, ces deux derniers mois des représentants qui ont rencontré des responsables à Alger. Le groupe américain est aujourd'hui décidé à faire son retour sur le marché africain et méditerranéen. L'enveloppe dégagée par la seconde compagnie pétrolière américaine pour l'investissement en 2023 s'élève à pas moins de 17 milliards de dollars. Elle entend à travers ces efforts financiers se rapprocher davantage du marché européen qui offre d'importantes opportunités durant cette période, marquée par la crise énergétique, mais aussi par l'objectif de l'Union européenne de diversifier ses partenaires énergétiques pour remplacer le gaz russe d'ici 2027. Le mois dernier, le PDG de Chevron, Mike Wirth, déclarait aux analystes lors des résultats annuels de la société : « La région a besoin de gaz, à la fois au niveau régional au

Moyen-Orient, mais aussi évidemment d'options pour essayer d'acheminer ce gaz vers l'Europe. » De ce fait, l'Algérie se présente comme l'un des principaux acteurs sur le terrain énergétique européen, ce qui ouvre l'appétit aux groupes américains qui ont reçu un important coup après avoir abandonné le terrain pour se focaliser sur la production du gaz non conventionnel aux Etats-Unis. Pour sa part, l'Algérie multiplie les efforts pour attirer davantage d'investissements dans le secteur énergétique pour l'amélioration de sa production gazière, en particulier afin d'atteindre la barre des 100 milliards de m3 à l'exportation. Par ailleurs, si Chevron a choisi l'Algérie pour entamer sa nouvelle stratégie de déploiement dans cette zone et aussi viser une place sur le marché européen, c'est aussi parce que l'UE commence à se détourner du gaz américain, notamment pour son coût bien plus élevé par rapport au gaz naturel importé d'Algérie.

TOURISME

Hamadi reçoit les partenaires sociaux de son secteur

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Yacine Hamadi a reçu, mardi au siège de son département, nombre de partenaires sociaux et de représentants des professionnels du secteur, selon un communiqué du ministère. "En application des instructions du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune visant à renforcer la concertation et la coordination des efforts avec les partenaires sociaux et les représentants des professionnels du secteur, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat a reçu le président du Syndicat national des Agences de voyages (SNAV), le directeur général du Cluster tourisme ainsi que le président de la Fédération nationale des associations des agences de tourisme et de voyage", a précisé le communiqué. Cette audience "s'inscrit dans le cadre des rencontres périodiques décidées par le ministre du Tourisme dans le but de créer un espace de rapprochement des vues et d'évaluation des réalisations", qualifiant ces partenaires de "trait d'union entre le secteur et les différents opérateurs", ajoute le communiqué. Après avoir écouté les préoccupations des organismes professionnels, le ministre a mis l'accent sur "la nécessité de conjuguer les efforts pour aller de l'avant vers la mise en place d'une industrie touristique prometteuse et durable, lit-on sur le document.

COMPLEXE INDUSTRIEL DE FABRICATION D'ENGINS À MAGRA (M'SILA)

Partiellement mis en service en août prochain

Le Complexe industriel de fabrication d'engins sis à la commune de Magra dans la wilaya de M'sila sera partiellement mis en service en août prochain, ont annoncé mercredi les services de la wilaya. Le complexe de fabrication de remorques, grues, structures métalliques, matériel roulant, fonderie, de fabrication et installation de véhicules, agencements, accessoires et de pièces automobiles a bénéficié en 2022 d'une levée des réserves émises par les services de la wilaya, a-t-on indiqué de même source. Mobilisant un capital de 1,720 milliard de DA, le complexe s'étend sur une superficie de 8.000 mètres carrés, a-t-on précisé. Plus de 200 postes d'emplois directs et 400 autres indirects seront créés après la concrétisation de ce projet au profit des jeunes de la wilaya de M'sila, notamment de la commune de Magra, a-t-on ajouté, relevant que la mise en service du projet permettra de renforcer l'industrie de véhicules industriels et augmenter l'offre de la pièce de rechange. La reprise des travaux de réalisation de ce projet, suspendus suite à une décision de changement d'activité, a été concrétisée suite à l'intervention de la commission locale de levée des contraintes que rencontrent les investisseurs dans la wilaya de M'sila, ont noté les mêmes services.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Sonatrach et CNRST signent un accord de coopération

Le Groupe Sonatrach et le Conseil national de la recherche scientifique et des technologies (CNRST) ont procédé mardi à Alger à la signature d'un accord de coopération visant la promotion de la recherche appliquée au profit de l'entreprise. Le document a été paraphé par le secrétaire général de Sonatrach, Azzedine Djouabri et Sellami Mokhtar, directeur d'études du CNRST, en présence du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, le PDG de Sonatrach, Toufik Hakkar et le président du CNRST, Mohamed Tahar Abadlia. Dans son allocution, M. Arkab, a estimé que cet accord permet de "bâtir une coopération gagnante pour les deux parties". Il a, dans ce sens, estimé que "d'un côté, le système national de recherche, avec toutes ses composantes, a besoin d'un partenaire économique et social pour renforcer la recherche scientifique et mettre en oeuvre les études académiques, d'un

autre côté, l'accord permet à Sonatrach de compter sur un système national de recherche pour développer sa production, ses équipements, ses structures et améliorer ses services". Le ministre a également expliqué que l'accord permet de mettre en place des initiatives communes, dans plusieurs secteurs, et de créer un écosystème permettant aux chercheurs algériens de parvenir à la recherche appliquée, renforçant l'innovation et la création. Pour sa part, M. Hakkar, a indiqué que cet accord vise à mettre en oeuvre "une nouvelle vision pour promouvoir la recherche et valoriser les travaux de recherche". Soulignant que Sonatrach est la première entreprise nationale qui paraphe ce type d'accord avec le CNRST, M. Hakkar a fait savoir que cet accord doit permettre de répondre à "un gisement important de problématiques et contraintes" du secteur de l'énergie auquel

fait face Sonatrach. Ces problématiques, a-t-il expliqué, peuvent à travers cet accord, constituer des thèmes de recherche pour les universitaires et les chercheurs qui participent, ainsi, à apporter une valeur ajoutée aux entreprises du secteur énergétique national. Pour le PDG de Sonatrach, il s'agira de répondre à des problématiques multiples, citant le traitement des données sismiques, la modélisation des réservoirs, la production, l'exploitation, le transport d'hydrocarbures, le raffinage, ainsi que la pétrochimie mais aussi les énergies renouvelables, dont l'hydrogène et les biocarburants. Le premier responsable de Sonatrach a aussi rappelé que la compagnie nationale d'hydrocarbures a déposé deux brevets en 2020 et huit brevets en 2022, précisant que d'autres projets de brevets seront prochainement déposés au niveau des institutions spécialisées.

RE

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Un nouveau président pour l'ARPC

Le ministre des Postes et Télécommunications, M. Karim Bibi Triki, a supervisé l'installation de M. Mohamed El Hedi Hannachi, président du conseil de l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques, pour succéder à M. Zinedine Belattar, indique ce mardi un communiqué du ministère publié sur sa page Facebook.

Quotidien économique

Les Enjeux Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
**Belmihoub
Abdelaziz**

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER: PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
Tél. : (021) 73.76.78 - 73.71.28 - 73.30.43
Fax : (021) 73.95.59 (021) 73.99.19

BONNE PRODUCTION AGRICOLES ET MAITRISE DES RESSOURCES

La sécurité alimentaire bientôt assurée

Nos performances agricoles sont si probantes que l'Algérie ne saurait tarder à assurer sa sécurité alimentaire. Les pouvoirs publics assurent que les actions entreprises en ce sens, l'ont été pour être pérennes. Etant un sujet essentiel et particulièrement après les événements d'Ukraine, les efforts de l'Algérie en la matière ont même été reconnus par la communauté internationale lors du dernier Davos.

Par Hadi Reda

Qu'ils soient observateurs ou économistes, le sujet accapare les discussions. Même nos parlementaires ont en fait une priorité et ont organisé une journée d'étude sur la sécurité alimentaire durable. Ceux-ci à travers leurs débats, ont plaidé pour l'adoption d'une approche globale en matière de sécurité alimentaire par l'intégration de tous les moyens nationaux disponibles et la coordination des politiques d'intervention.

Dans leurs recommandations, ils ont aussi appelé à étendre la portée du traitement de la question de la sécurité alimentaire au-delà du contexte sectoriel pour en faire un enjeu national eu égard à ses dimensions stratégiques.

Ils ont aussi insisté sur la nécessité de revoir et d'actualiser les cadres juridiques régissant le foncier agricole et la régularisation de sa situation.

Pour les économistes algériens, l'essentialité de la question (sécurité alimentaire) ne doit pas nous faire oublier qu'il ne peut y avoir de sécurité alimentaire que dans la durabilité.

Or et à l'instar des parlementaire, ceux-ci précisent que si des efforts il y en eu, ils restent encore du chemin à parcourir, principalement du point de vue formation de nos

agriculteurs, et de l'impératif d'accélérer la numérisation du secteur de l'Agriculture, en vue de fournir une information et une statistique fiable et officielle à travers un système informatique national qui couvre l'ensemble des fonctions et des niveaux liés à l'activité agricole et à l'alimentation.

Pour les députés, la numérisation du secteur permettra donc de mettre en place des politiques appropriées et de les évaluer de façon objective, tout en mettant en place un système d'observation, de suivi et de surveillance périodique de toutes les variables de la sécurité alimentaire.

Par ailleurs, l'impératif de mettre à jour et de moderniser les systèmes d'irrigation a aussi été affirmé, et ce, pour lutter contre toute forme de gaspillage de cette précieuse ressource en activant une charte sur les économies d'eau. Même si les résultats de ces dernières années encouragent à l'optimisme, il n'en demeure pas moins que les pouvoirs publics sont appelés à davantage de célérité dans la promulgation de textes juridiques relatifs à la Banque nationale des semences, avec le développement des recherches agricoles, l'amélioration des races locales, la préservation des ressources naturelles, en plus d'accélérer la création d'un laboratoire national pour les cultures en vue de développer et améliorer leur performance et leur rendement, mais aussi intensifier ce dernier. Pour tous, l'Algérie a les moyens et les capacités de réussir ce défi. Le Président de la Chambre nationale

d'agriculture (CNA) a souligné que cet objectif est réalisable, et qu'avec un rendement de 30 Q/ha, notre sécurité sera assurée. Le président de l'Union nationale des agronomes rejoint cet avis, en affirmant que «produire 30 quintaux de blé à l'hectare est possible».

En somme, si l'Algérie est en passe de réussir son pari, l'union des agronomes précise aussi que le défi d'atteindre un taux de production de 30 quintaux par hectare, n'est pas impossible, si les céréaliculteurs et agriculteurs sont techniquement accompagnés et guidés avec la fourniture d'engrais, de médicaments et d'eau d'irrigation en préparant des plants élaborés. En ce sens, les pouvoirs publics mettent en avant l'intérêt particulier accordé au secteur agricole et à la sécurité alimentaire, par le président de la République, et d'assurer que ce qui a été réalisé en peu de temps, c'est grâce à un climat juridique, politique et financier adéquat qui permet de promouvoir la production pour garantir l'autosuffisance et exporter les produits dans le cadre de la création de ressources alternatives à la rente pétrolière.

L'Algérie qui assure sa sécurité alimentaire, n'est de ce fait pas un mirage ou une utopie car les bases essentielles pour y arriver ont été jetées. L'Algérie futur pôle agricole de l'Afrique du Nord, c'est pour demain.

IMPORTATION DE BLÉ RUSSE PAR L'ALGÉRIE

1,3 million de tonnes en 2022

Malgré son statut de grand producteur de blé, l'Algérie est aussi devenue l'un des cinq premiers importateurs de ce produit. En 2022, le pays a acheté beaucoup plus de blé russe qu'en 2021, selon la chaîne de télévision AlAraby.

L'Algérie a importé près de 1,3 million de tonnes de blé russe, soit une hausse de 290% en 2022 par rapport à 2021, relate la chaîne de télévision de langue arabe AlAraby.

Ce grand producteur de céréales fait ainsi son entrée dans le Top 5 mondial des importateurs de ce produit stratégique, poursuit la chaîne. Initialement dépendant du blé français et allemand pendant une décennie, Alger s'est tourné vers la Russie en 2021.

Selon Farid Ben Yahia, professeur d'économie politique cité par AlAraby, l'Algérie est à la recherche d'un allié straté-

gique pour lui fournir du blé. D'autant plus qu'elle souhaite accéder à l'organisation des BRICS, qui comprend le Brésil, la Russie, l'Inde la Chine et l'Afrique du Sud.

Elena Tiourina, directrice du département analytique de l'Union céréalière russe avait précédemment expliqué à Sputnik qu'au total, Moscou pourrait livrer à l'Algérie jusqu'à 3,5 millions de tonnes de blé. La Russie peut ainsi assurer plus de 40% des importations algériennes de blé de meunerie en 2023. D'après M. Ben Yahia, l'Algérie souhaite reconstruire totalement son secteur agricole, surtout que le pays a des eaux souterraines nécessaires et dessale l'eau de mer. «L'Algérie pourrait devenir un exportateur de blé d'ici dix ans, surtout si les entreprises chinoises ou du Golfe investissent avec elle», a-t-il conclu.

Synthèse Agence

PÉTROLE

Le baril de Brent progresse à 84 dollars

Les prix du pétrole ont augmenté en début de séance, d'hier mercredi, pour poursuivre les gains réalisés au cours des deux derniers jours, soutenus par la baisse du dollar et la baisse soudaine des stocks de brut américains.

Les contrats à terme sur le Brent ont augmenté de 8 cents, ou 0,1%, à 83,77 dollars le baril à 06h59 GMT, prolongeant ses gains de 3,3% lors de la session précédente.

Les contrats à terme sur le brut américain West Texas Intermediate ont également augmenté de 21 cents, ou 0,27%, à 77,35 \$ le baril, après avoir bondi de 4,1% lors de la session précédente.

L'indice du dollar a légèrement baissé à 103,29 en début de séance, prolongeant les

pertes après les commentaires de Powell mardi, qui ont rendu le pétrole moins cher pour les détenteurs d'autres devises.

Avec des hausses moins fortes des taux d'intérêt américains, le marché espère que la première économie mondiale et consommatrice de pétrole pourra éviter un ralentissement brutal de l'activité économique voire une récession et éviter une baisse de la demande de pétrole.

Et apportant un soutien au marché, les données d'inventaire hebdomadaires publiées par l'American Petroleum Institute ont montré que les stocks de brut ont chuté d'environ 2,2 millions de barils au cours de la semaine se terminant le 3 février, selon des sources du marché.

Cela différait des attentes de neuf analystes interrogés par "Reuters", qui estimaient la croissance des stocks de brut à environ 2,5 millions de barils. Cependant, les stocks d'essence et de distillats ont augmenté plus que prévu.

Les stocks d'essence ont augmenté de 5,3 millions de barils et les stocks de distillats, qui comprennent le diesel et le mazout, ont augmenté de 1,1 million de barils.

Le marché cherchera à voir si les données de l'US Energy Information Administration, attendues plus tard dans la journée, mercredi, confirmeront la baisse des stocks de brut.

TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED

Saïd Bouteflika condamné à 12 ans de prison ferme

Le procureur de la République près le pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a condamné, hier, Saïd Bouteflika, frère et conseiller particulier de l'ancien président Abdelaziz Bouteflika, poursuivi avec d'autres accusés, notamment des hommes d'affaires, pour corruption et recel de revenus de corruption, à une peine de 12 ans de prison ferme assortie d'une amende de 8 millions de DA. Dans la même affaire Ali Haddad et Ahmed Maazouz ont été condamnés à la même peine tandis que Mahieddine Tahkout a écopé de 15 ans de prison ferme assortis d'une amende de 8 millions de DA. Les frères Kouninef (Réda, Abdelkader Karim et Tarek-Noah) ont été condamnés à une peine de 10 ans de prison ferme assortie d'une amende de 8 millions de DA chacun alors que leur sœur Souad a été condamnée à 15 ans de prison ferme avec confirmation du mandat d'arrêt international lancé à son encontre.

Mohamed Bairi a, quant à lui, été condamné à une peine de 8 ans de prison ferme assortie d'une amende de 8 millions DA. Les frères Tahkout Hamid, Nacer et Rachid ont été condamnés à 5 ans de prison ferme et à une amende de 8 millions de DA alors que l'ancien député Tahar Missoum dit "spécifique" a écopé de deux (2) ans de prison ferme assortis d'une amende de 8 millions de DA.

L'accusé Aghilas Haddad a écopé de 3 ans de prison ferme assortis d'une amende de 8 millions de DA alors que l'ancien directeur général de la Banque nationale d'Algérie (BNA), Aboud Achour a été condamné à deux ans de prison ferme assortis d'une amende de 500.000 DA.

Pour le reste des accusés, certains ont écopé entre 10 ans de prison ferme et un an de prison, et d'autres ont été acquittés. Le tribunal a condamné Saïd Bouteflika, Mahieddine Tahkout, les frères Kouninef et Ali Haddad à verser en solidum un montant de 400 milliards de DA au Trésor public à titre de compensation, avec confiscation de tous leurs fonds, revenus et biens illégaux dans le cadre de cette affaire.

R.N.

LE DG DES DOUANES REÇOIT L'AMBASSADRICE DES ETATS-UNIS EN ALGÉRIE

Les moyens de développer la coopération bilatérale examinés

Le Directeur général des Douanes, Nouredine Khaldi, a reçu l'ambassadrice des Etats-Unis d'Amérique en Algérie, Elizabeth Moore Aubin, avec qui il a évoqué les moyens de développer et de renforcer les relations de coopération bilatérale dans le domaine douanier, indique un communiqué de la Direction générale des Douanes (DGD).

La rencontre, qui s'est déroulée mardi au niveau du siège de la DGD en présence de cadres centraux, a porté sur "les moyens de relance et de renforcement des liens de coopération d'intérêt commun dans le domaine des douanes", précise le communiqué.

Les deux parties ont également fait part de leur disposition à "prospector d'autres domaines de coopération commune entre les douanes algériennes et le service des douanes et de protection des frontières des Etats-Unis, notamment dans les domaines de la formation et de la lutte contre les différentes formes de criminalité transfrontalière", conclut le communiqué.

RÉALISATION DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EN ALGERIE

«Le secteur de la formation est un véritable partenaire»

Le secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels est un partenaire dans la réalisation de la transition énergétique en Algérie et contribue à la relance des projets des énergies renouvelables, a souligné à Laghouat le ministre du secteur Yacine Merabi en visite de travail dans la wilaya.

Intervenant en ouverture des travaux d'une journée d'étude sur les "Perspectives des énergies renouvelables en Algérie", M. Merabi a affirmé que son secteur "est un véritable partenaire dans la réalisation de la transition énergétique en Algérie et dans la relance des opérations de développement des énergies renouvelables".

"Le secteur contribuera à la formation d'une main-d'œuvre qualifiée et assurera la formation adéquate et nécessaire pour accompagner les entreprises versées dans le domaine énergétique, notamment les énergies alternatives", a soutenu le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels.

Le secteur de la formation, a-t-il précisé, "offre une riche nomenclature de filières et spécialités de formation, soit 495 spécialités structurées en 23 filières professionnelles, dont neuf (9) spécialités relatives aux énergies renouvelables".

Ces spécialités, a indiqué le ministre, sont réparties entre les filières bâtiment et travaux publics avec trois spécialités liées à l'isolation thermique et lumineuse et les énergies renouvelables, la filière électricité et l'électronique énergétique qui prévoit la mise en place des panneaux solaires, photovoltaïques et thermiques, ainsi que l'installation et l'entretien des équipements d'exploitation de l'énergie éolienne, outre la spécialité efficacité énergétique et développement de l'automatisme industriel.

"Ces spécialités sont dispensées au niveau de 41 wilayas au profit de plus de 1.700 stagiaires", a souligné M. Merabi, avant d'ajouter que la question des énergies renouvelables revêt une importance particulière dans le programme du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui s'est engagé à mettre en œuvre un programme national de développement des énergies renouvelables, solaire et éolienne, à la faveur de la disponibilité foisonnante et durable de ces deux éléments, notamment l'ensoleillement dans notre pays.

RE

LE PRÉSIDENT DE LA CIPA L'A ANNONCÉ :

«2023, l'année de l'investissement»

Le président de la Confédération des industriels et producteurs Algériens (CIPA), en l'occurrence Abdelwahab Ziani, a déclaré hier que « 2023 sera celle de l'investissement ». S'exprimant lors de son passage sur les ondes de la radio nationale « Chaîne II », Ziani a fait savoir que beaucoup de changements ont été opérés notamment en matière de la réglementation et également en matière de volonté politique, dont le chef de l'Etat accorde une grande importance à la promotion de la production nationale.

Par Sirine R

En effet, la mise en place d'un guichet unique pour le traitement des demandes des investisseurs va donner une nouvelle impulsion à l'activité économique dans notre pays et également au marché du travail. D'ailleurs, quelques un million d'emplois seront créés au courant de cette année, grâce à la relance de l'investissement notamment des domaines du textile et Cuir, la transformation dans l'agroalimentaire, l'industrie et autres, a affirmé le président de la CIPA. Il a fait savoir également que cette année, chaque entreprise renforcera son effectif entre 5 à 10%. C'est une bonne nouvelle pour le marché d'emploi, qui contient quelque 2 millions de primo-demandeurs d'emploi et autres.

L'intervenant a indiqué que la loi sur l'investissement et avec sa nouvelle organisation facilitera davantage la tâche à l'investisseur, dont les différentes procédures administratives notamment peuvent être effectuées dans une heure ! C'est une véritable révolution en la matière du traitement des demandes et dossiers d'investissements. « Nous avons effectué des essais au niveau du guichet unique instauré récem-

ment par l'Agence algérienne de l'investissement, en regroupant les différents organes au sein de ce guichet. Ces testes ont été fructueux et tout a été parfait. Il ne reste que l'introduction de l'Agence du foncier économique », s'est félicité Abdelwahab Ziani. Il a ainsi fait savoir que même les banques seront intégrées dans ce dispositif du guichet unique.

Grâce à tous cela, l'investisseur après avoir validé son dossier et projet d'investissement, pourra désormais avoir son registre du commerce et un code fiscal dans une heure, précise l'intervenant, en rappelant au passage qu'avant l'introduction de ce nouveau Code, l'investisseur était livré à lui-même et doit faire un parcours du combattant pour avoir les autorisations nécessaires pour l'entame de son projet d'investissement.

Il (l'investisseur) doit faire le tour dans plusieurs administrations de secteurs différents. Cette bureaucratie administrative avait impacté lourdement l'investissement dans notre pays. D'ailleurs, de nombreux investisseurs étaient contraints d'abandonner leurs projets ou de changer carrément du domaine d'activité, en s'orientant vers le commerce, notamment l'importation. Le président de la CIPA a fait savoir également

que les investissements seront orientés vers les secteurs prioritaires, dont nous enregistrons des déficits en matière de production et couverture du marché local. Il a cité le secteur de la transformation industriel et agroalimentaire, le pharma, le solaire, le textile et Cuir et autres. Selon Ziani, certains secteurs sont en état de saturation, à l'instar de celui de la transformation du blé (les minuteriers), dont la production est à 400% de nos besoins. Même chose pour la production des boissons gazeuses et jus. Donc, les investissements doivent être orientés vers ces domaines, tout en protégeant la production nationale à travers des taxes et droit de douanes additionnels (DAPS). « Nous ne craignons pas la concurrence, mais nous devons être sur le même niveau », précise-t-il. Pour cet industriel, il est temps de donner la priorité à la production locale, tout en accordant l'accompagnement nécessaire pour les producteurs algériens. La dernière décision du ministère du Commerce, visant à la protection de la production du textile et Cuir participera à la relance de nos unités de production et transformation dans ce domaine, dira Ziani, en notant que sept (7) usines fermées depuis 20 ans seront relancées dans les prochains mois.

CENTRES D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUES

Poursuite des travaux de réalisation de stations de traitement du lixiviat

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Samia Moualfi a indiqué, mardi depuis Boumerdes, que les travaux de réalisation de 33 stations de traitement du lixiviat au niveau des Centres d'enfouissement techniques (CET) se poursuivaient au niveau national, ajoutant que ces projets seraient réceptionnés progressivement.

En marge de sa visite d'inspection dans la wilaya de Boumerdes, Mme Moualfi a fait état de la poursuite des travaux de réalisation de 33 stations de traitement du lixiviat à travers le territoire national, révélant que leur entrée en service se ferait "progressivement".

Une bonne partie de ces stations est entrée en service, a-t-elle affirmé, soulignant qu'elle veillait au "parachèvement de l'ensemble des stations" car permettant "la préservation de l'environnement". Dans le cadre de sa visite, la minis-

tre a inauguré une de ces stations au niveau du CET de Zaatra (commune de Si Mustapha), d'un coût de 168 millions DA avec une capacité de traitement allant jusqu'à 80 m3/jour.

Pour Mme Moualfi, la nouvelle station est "un acquis" pour la wilaya et le secteur qui s'ajoute à celle entrée en service en 2014 au CET de Corso (Boumerdes Ouest).

Par ailleurs, la ministre de l'Environnement a précisé que sa visite à une entreprise privée spécialisée dans le recyclage du papier à Corso s'inscrivait dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie du secteur, à savoir "la promotion des investissements en matière de recyclage des déchets ou l'économie circulaire qui permettra d'apporter de la valeur ajoutée, créer de l'emploi et préserver l'environnement".

Visitant le salon restreint de l'environnement auquel participent les entreprises et les associations acti-

vant dans le domaine des déchets, la ministre a appelé les jeunes à investir en matière de recyclage des déchets qui se veulent "une véritable richesse qui génère de nombreux bénéfices et gains", a-t-elle dit, soulignant "la mobilisation" de tous les cadres du secteur pour "apporter les facilités et l'accompagnement nécessaires au profit des jeunes voulant investir dans le domaine de l'économie circulaire".

Par ailleurs, elle a indiqué que son département ministériel était en passe de réaliser un état des lieux des oueds qui souffrent de la pollution afin de trouver des solutions communes au phénomène de la pollution urbaine et des oueds à travers toutes les wilayas, appelant à la conjugaison des efforts de tous les acteurs et les associations de la société civile dans le but de préserver l'environnement.

La ministre avait entamé sa visite dans la commune de Corso, où elle

a inspecté une entreprise privée de recyclage des déchets de papier qui produit 600 tonnes par an et compte porter sa production à 3.000 tonnes/an, outre un centre d'enfouissement technique (CET) dans la même commune.

A Si Mustapha, Mme Moualfi a inauguré une station de traitement du lixiviat des déchets au niveau du CET de Zaatara, et inspecté, dans la commune de Ouled Moussa (Ouest), une unité de récupération et recyclage des huiles industrielles usagées, ainsi qu'une entreprise de valorisation des pneus usagés dans la commune de Hammadi (Ouest). La ministre a aussi supervisé la signature de plusieurs conventions dans les domaines de la formation, de l'information et de la sensibilisation entre le Conservatoire national des formations à l'environnement (CNFE) et nombre de directions et le CET de la wilaya.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Signature de dix accords de jumelage entre l'Algérie et la Mauritanie

Plusieurs universités et écoles supérieures algériennes ont signé, mardi à Alger, dix (10) accords de jumelage avec l'Université de Nouakchott Al-Aasriya (UNA), en vue d'intensifier la coopération et mettre en place une stratégie de recherche scientifique dans les questions d'intérêt commun.

La cérémonie de signature de ces accords a été coprésidée par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari et le ministre mauritanien de l'Enseignement supérieur, Mohamed Lemine Ould Abey Ould Cheikh El Hadrami. M. Baddari a, à cette occasion, indiqué

que "ces accords interviennent après la réunion de la commission mixte algéro-mauritanienne de l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, suite aux entretiens bilatéraux entre le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et son homologue mauritanien, Mohamed Ould Cheikh El-Ghazaouani lors de sa visite en Algérie, fin décembre dernier".

Il a été convenu lors de ces entretiens de "créer un comité mixte des dirigeants pour mettre en place une stratégie en matière de recherche scientifique entre les deux pays", a-t-il ajouté.

Le ministre a, à ce propos, souligné que lors de cette réunion, "il a été dé-

cidé d'établir un programme de coopération et d'échange entre les deux secteurs dans les questions d'intérêt commun, de créer des laboratoires de recherche spécialisés dans les thèmes de recherche scientifique, d'installer des incubateurs au niveau des universités et des écoles supérieures entre les deux pays, d'échanger les informations scientifiques et techniques entre chercheurs, en plus de suivre les cursus des étudiants mauritaniens en Algérie et leur fournir une excellente formation, tout en améliorant leurs conditions". Le ministre mauritanien de l'Enseignement supérieur s'est, de son côté, félicité du niveau "des relations algéro-

mauritanienne, notamment en termes d'enseignement supérieur et de recherche scientifique", soulignant que ces accords incluaient des domaines importants relatifs à "la recherche scientifique, au développement technologique, mais aussi à l'innovation sur les trois prochaines années, renouvelables". A rappeler que la prochaine réunion de la commission mixte algéro-mauritanienne entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et son homologue mauritanien, est prévue pour le mois de février 2024, à la capitale mauritanienne Nouakchott.

RE

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

Plaidoyer pour un accompagnement spécifique à l'entreprise

Des objectifs et projections ambitieux ont été fixés par le gouvernement, dont le but principale c'est d'amorcer une véritable transition et transformation économique. D'ailleurs, l'Algérie veut devenir un pôle de production par excellence durant les cinq prochaines années.

Par Zahir Radji

Acet effet, un accompagnement spécifique est plus que nécessaire pour l'entreprise algérienne afin d'atteindre les objectifs fixés par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à savoir atteindre une croissance de 5% en 2023 et l'exportation de 10 milliards de dollars de produits hors hydrocarbures. C'est un véritable défi et challenge pour les entreprises algériennes d'une manière générale. Elles (les entreprises) sont appelées à évoluer et se moderniser à la fois sur le plan de la gouvernance et outil de production, selon ces nouvelles données, surtout se moderniser pour être au rendez-vous de cette transformation et perspectives, a recommandé l'expert en économie Abderahmane Hadeff.

Par rapport à la gouvernance, dira-t-il, notre interlocuteur, il est important aujourd'hui de faire appel aux meilleures compétences, mais aussi intégrer les principes de bonnes gouvernances, en termes de transparence, gestion, en termes de rentabilités et enfin en terme de compétence, a recommandé notre interlocuteur.

S'agissant de l'outil de production, « l'entreprise algérienne doit évoluer pour moderniser son outil de production, en termes d'équipements de production performants et aussi en termes de capacités d'innovation et de développement des produits et services. Là, il est plus important d'intégrer les dernières technologies en termes de production "la révolution industrielle 4.0", en faisant usage à grand échelle à des technologies numériques qui permettent d'améliorer la productivité et surtout la qualité qui per-

mettra d'améliorer la compétitivité des produits et services algériens», détaille-t-il.

Sur ce point, ajoute-t-il, l'entreprise algérienne doit s'améliorer par rapport à ces aspects là et doit évoluer de façon rapide pour pouvoir prendre part à cette transformation économique et surtout prendre des parts sur le marché soit en local où à l'international. En effet, il est devenu aujourd'hui plus important que l'entreprise s'externalise et va sur les marchés internationaux. Ainsi, et en termes de la gouvernance, l'export doit intégrer leur réalisation comme l'innovation. Ces deux dimensions doivent être intégrées, dira Hadeff, dans la nouvelle organisation dans nos entreprises afin de pouvoir aller prendre des parts du marché de plus en plus concurrentielles et soumis à la compétition.

Renforcer les dispositifs d'accompagnement

Questionné sur l'accompagnement des pouvoirs publics à l'entreprise, l'ancien président de la chambre du commerce et d'industrie Titteri, Abderhamane Hadeff a estimé nécessaire de moderniser les instruments et les dispositifs qui sont mis en place pour l'accompagnement de l'entreprise en générale privé où public. Dans ce cadre, il a recommandé de revoir tous ce qui est dispositif déjà d'accompagnement à l'entrepreneuriat et tous ce qui est dispositif d'accompagnement aux efforts de ré-industrialisation comme agence de développement de la PME, bourse de sous-traitance, agence de développement de l'entrepreneuriat ANADE.

Aujourd'hui, il est important également, préconise-t-il, de travailler sur le développement de la dimension innovation en faisant appel à l'expertise scientifique

par rapport au secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et de les impliquer plus dans le monde économique.

Et d'ajouter : « là nous avons déjà proposer la nécessité de la présence de ces centres de recherches au niveau même des zones industrielles, de zones d'actives, de parcs industriels pour pouvoir accompagner les entreprises durant leurs efforts développement et efforts d'innovation surtout pour les PME que ne peuvent se permettre de développer seul pour manque de département de recherche, manque de compétence, manque de sources financières. Et là, je pense il est important d'envisager la présence de ces centres de recherche au niveau de parcs industriels».

S'agissant des dispositifs de soutien à l'export, ces derniers doivent être revus et réaménagés, notamment le rôle et missions d'Algex, CAGEX et la CACI. «Tous ces agences et organismes doivent aujourd'hui évoluer dans le sens des nouvelles perspectives, d'externaliser les entreprises algériennes, et de les accompagner», suggère-t-il, en recommandant de revoir le statut d'Algex et également de la SAFEX qui doit avoir une présence permanente à l'international pour accompagner les opérateurs économique, d'ailleurs même le président de la République a insisté sur ce point là, en ordonnant d'ouvrir des comptoirs et espaces permanant garantissant des expositions d'une manière permanant à l'international. En somme, tous ces aspects doivent être mise en place pour un meilleur accompagnement de l'entreprise algérienne à l'international pour une meilleure présence.

ALGÉRIE-JAPON

Signature d'une convention fiscale de non-double imposition

L'Algérie et le Japon ont signé, avant-hier à Alger, une convention fiscale sur la non-double imposition, en vue de contribuer au développement des relations économiques entre les deux pays.

Cette convention a été paraphée par le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali et l'ambassadeur du Japon en Algérie Kono Akira.

Dans une allocution à cette occasion, M. Kassali a mis en avant "l'excellence" des relations bilatérales, ainsi que "la qualité très relevée de la coopération économique entre l'Algérie et le Japon, jalonnée tout au long de plusieurs décennies par la réalisation de plusieurs projets d'investissement dans divers domaines". Il a souligné, qu'au-delà de la non-double imposition et de la sécurité juridique, ce document de coopération porte sur "l'assistance administrative mutuelle en matière d'échanges de renseignements pour lutter contre l'évasion fiscale, ainsi que l'assistance recouvrement". "Nous espérons que cette instrument ju-

ridique va contribuer à l'augmentation de nos échanges de biens et de services et constituera un cadre favorable et attractif aux investissements durables créateurs de richesses et profitables aux deux pays", a ajouté le ministre.

M.Kassali a indiqué également qu'à travers cet accord, le cadre juridique de la coopération bilatérale se renforcera "en donnant un nouvel élan aux échanges commerciaux et économiques entre nos deux pays, liés par des relations historiques".

Cet accord a aussi pour objectif "de faciliter le développement des relations économiques entre l'Algérie et le Japon, notamment en matière d'investissement", selon un communiqué du ministère des Finances remis à l'APS.

Ce document de coopération fiscale avait déjà été paraphé par les deux parties, le 29 juin 2022 à Tokyo, à la suite du 2e round de négociations, et entrera en vigueur après l'accomplissement des procédures internes par les deux pays, note-t-on de même source.

De son côté, l'Ambassadeur du Japon a expliqué que cet accord est à même de "clarifier et de simplifier les procédures en matière d'imposition sur les entreprises opérant en Algérie et au Japon afin d'éliminer la double imposition". Il contribuera, en outre, à "alléger les charges pesant sur les entreprises en termes de procédures fiscales, en vue de faciliter et de promouvoir les investissements ente les deux pays", a ajouté le diplomate japonais.

M.Akira a tenu à saluer, par la même occasion, "les efforts de l'Algérie en vue d'améliorer son climat des affaires, sous la direction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, notamment avec la nouvelle loi sur l'investissement".

A ce propos, il a exprimé son souhait que ce nouveau cadre juridique, ainsi que l'accord de la non-double imposition "puissent faciliter et promouvoir davantage les relations d'affaires entre les deux pays".

NOUVELLE LOI SUR LA MONNAIE ET LE CRÉDIT

Vers un accès facile au financement des projets d'investissement

Le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a affirmé avant-hier à Alger que la nouvelle loi sur la monnaie et le crédit contribuerait à l'amélioration de la gouvernance des banques et la facilitation du financement des projets d'investissement en présentant de différents produits de financement.

Lors d'une séance devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), dans le cadre du débat du projet de loi relatif à la monnaie et au crédit, présidée par Lakhdar Salmi, président de la commission, M. Rekkache a précisé que "le succès de l'approche d'investissement ne saurait être réalisé sans un accès facile et simplifié au financement".

Il a en outre souligné que le texte de loi, actuellement en cours d'examen, "contribuera à la résolution de ce problème en présentant divers produits de financement avec la facilité et le coût nécessaires".

Et de préciser que le nouveau projet de loi prévoit la modification de plus de 70 articles de l'Ordonnance n°03/11 de 2003, ajoute 18 nouveaux articles, et annule trois (3) autres, avec l'introduction d'un nouveau chapitre composé de 11 articles, lequel comprend les fondements et principes de gouvernance qui sont parmi les points les plus importants en matière d'investissement, a-t-il dit.

Dans ce cadre, il a souligné que les plus importants points inscrits et qui influent positivement sur l'investissement, sont l'élargissement des prérogatives du Conseil de la monnaie et du crédit en ce qui concerne l'agrément des banques commerciales qui donneront des ressources supplémentaires pour le financement et appuieront l'investissement, ainsi que l'agrément des prestataires de services de paiement qui créeront une dynamique pour les investisseurs.

M.Rekkache a, en outre, accueilli favorablement l'intégration de nouveaux outils monétaires qui sont adéquats avec les évolutions que connaît la scène monétaire, à l'instar des outils de la finance islamique, ajoutant que la nouvelle approche de l'investissement n'a pas négligé un sujet important, à savoir le phénomène de la bureaucratie qui a été à l'origine de plusieurs cumuls, ce qui a amené à réfléchir aux cadres réglementaires, à l'effet de faciliter et simplifier l'acte d'investir.

Le même responsable a rappelé, dans ce contexte, les mesures visant à prendre en charge le problème du foncier économique et le texte juridique portant orientation du foncier économique vers les projets d'investissement et les modes de rationalisation de leur exploitation, un texte qui est en cours d'élaboration.

Au terme de cet exposé, les membres de la Commission ont entamé le débat, tout en soulevant leurs préoccupations autour de tout ce qui concerne l'investissement et les voies et moyens de sa promotion.

R.E.

SKIKDA / RENTRÉE
DE FÉVRIER 2023Plus de 4.600 nouveaux
postes de formation
professionnelle

La Direction de la Formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Skikda a réservé 4.620 nouveaux postes de formation pour la nouvelle rentrée (février 2023), a-t-on appris dimanche auprès de la Direction.

Dans une déclaration à l'APS, M. Abdelhak Deraoui, le chef du service de la Formation et de l'enseignement professionnels a précisé qu'il s'agit de 2.190 postes de formation diplômante et de 2.430 autres à la formation qualifiante, indiquant que ces postes sont répartis sur 46 spécialités professionnelles et 14 filières professionnelles à travers les établissements de formation professionnelle que compte la wilaya de Skikda. S'agissant des nouvelles spécialités de formation introduites au titre de la prochaine session, la même source a affirmé que cette session verra l'ouverture pour la première fois de la spécialité de l'architecture d'intérieur, destinée à renforcer la filière du bâtiment et travaux publics à l'Institut national spécialisé de formation professionnelle d'Azzaba (Est de Skikda), soulignant que cette nouvelle spécialité s'inscrit dans le cadre des efforts visant à répondre aux exigences du marché du travail et aux besoins exprimés par les jeunes de la wilaya.

D'autre part et concernant les bénéficiaires de l'allocation du chômage, M. Deraoui a révélé que pas moins de 1.370 nouveaux postes de formation ont été ouverts en faveur de cette catégorie.

MILA

Rénovation attendue du
réseau d'alimentation en
eau potable de
Chelghoum Laid

Les services de la direction des ressources en eau de la wilaya de Mila s'attèlent à achever les procédures relatives au lancement des travaux de tous les lots programmés dans le cadre du projet de rénovation du réseau d'alimentation en eau potable AEP de Chelghoum Laid au sud réparti en quatre secteurs en plus de l'agglomération "Hai Djamaâ Lakhdar", a-t-on appris dimanche auprès de cette institution.

Le projet de rénovation du réseau de Chelghoum Laid inscrit depuis 2011 a concerné quatre secteurs pour un réseau d'un linéaire de 45,8km, a précisé à l'APS le chef du service alimentation en eau potable auprès de cette direction Fateh Lakehal. Après l'actualisation de l'étude et l'intégration de l'agglomération "Hai Djamaâ Lakhdar", le réseau global concerné par la rénovation a été revu à la hausse pour atteindre les 127km linéaires, nécessitant "la formulation d'une demande pour le changement des caractéristiques du projet validée en décembre 2022 par les services du ministère des Finances". Selon M. Lakehal, les services de la Direction des ressources en eau a entamé, aussitôt après l'approbation de la demande, la conclusion des mesures nécessaires pour l'élaboration du cahier des charges et la publication des offres relatives à la rénovation du réseau dans les secteurs 1 et 4 et le quartier "Hai Djamaâ Lakhdar", ajoutant que les travaux ont été lancés dans les secteurs 2 et 3. Le lancement des travaux dans les nouveaux lots du projet "aura lieu courant de l'année 2023", a souligné le même responsable, précisant qu'une fois achevée "l'opération permettra d'éliminer le problème des fuites qui causent une perte considérable d'eau et de mettre fin ainsi aux risques de propagation des maladies à transmission hydrique". L'opération permettra également l'amélioration de l'alimentation en eau potable de plus de 100.000 âmes.

CONSTANTINE

Plus de 80 exposants à la 3^e édition
de "Builtec"

Plus de 80 exposants algériens et étrangers sont attendus à la 3^e édition du Salon international des constructions modernes et des nouvelles technologies (Builtec), prévu du 20 au 23 février au complexe culturel Ahmed Bey de Constantine, a-t-on appris mardi auprès des organisateurs.

Placé cette année sous le slogan "Construisons le futur", ce rendez-vous constitue l'un des plus importants salons internationaux à l'Est algérien dans le domaine du bâtiment et des constructions modernes dotés de nouvelles technologies, à l'instar des moyens innovants de la maison intelligente et des systèmes de contrôle à distance, a indiqué M. Mohamed Seifeddine Salhi, directeur de l'entreprise MédiaSmart, initiatrice de ce salon. Cette manifestation comporte plusieurs volets, dont le plus intéressant, l'espace d'exposition, qui constituera une opportunité pour différents acteurs, notamment les amateurs de l'architecture et de l'art de la construction,

les innovateurs dans ce domaine, ainsi que les chefs d'entreprise et les startups, afin de présenter leurs produits modernes et les dernières inventions.

Le deuxième volet concerne l'aspect scientifique du salon qui fait montre du brassage entre les secteurs de la construction et ceux de la numérisation et des technologies modernes à travers l'organisation de plusieurs conférences présentées par des enseignants chercheurs et des spécialistes algériens et étrangers de renom, ce qui permettra l'échange des expériences réussies, le transfert des technologies et des savoir-faire.

Le troisième volet consistera en l'organisation pour la première fois, d'une table ronde ani-

mée par des spécialistes, des enseignants universitaires ainsi que des porteurs de projets afin de mettre en exergue les éventuelles solutions technologiques et numériques pouvant faire face aux problématiques rencontrées dans le domaine des constructions modernes. En sus d'un espace "Be to Be" consacré aux opérateurs économiques souhaitant conclure un accord à caractère économique, un pavillon d'exposition des créations artistiques d'architectes contemporains sera aménagé lors de la 3^e édition de Builtec, dont le premier jour d'ouverture du salon (20 février) sera l'occasion de célébrer la Journée nationale de la ville (organisée le 20 février de chaque année).

TIZI-OUZOU

Production de près de 4 millions de litres d'huile d'olive

Un volume total de plus de 3,8 millions litres d'huile d'olive a été produit à Tizi-Ouzou au titre de la campagne oléicole 2022/2023, qui est sur le point d'être clôturée, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). Selon une situation sur le déroulement de la campagne arrêtée à aujourd'hui mardi et communiquée à l'APS par la chargée de la filière arboricole, Khadidja Chibani, ce volume d'huile a été produit suite à la trituration d'une quantité totale de 203.635,25 qx d'olives avec un rendement moyen de 19 litres/quintal.

Le taux d'avancement de la campagne pour cette saison (2022/2023) est de 90 %, a fait savoir la même responsable, qui a signalé qu'à ce jour, une superficie de plus de 27.000 ha sur les 29.788,61 ha d'oliviers en production a été récoltée.

Sur la superficie récoltée, 236.635 qx d'olives ont été récoltés et 203.635,25 qx ont été triturés au niveau de 294 huileries, dont 124

traditionnelles, 62 semi-automatiques et 108 modernes, a ajouté la chargée de la filière arboricole qui a observé que l'opération de trituration a atteint un taux d'avancement de 55 %.

Pour rappel, les prévisions de récolte pour cette campagne sont d'un peu plus de 6 millions litres d'huile, avec un rendement moyen de 17 litres par quintal d'olives.

Ces prévisions sont en baisse comparativement à la campagne précédente (2021/2022) durant laquelle un volume de près de 12 millions de litres d'huile a été produit à Tizi-Ouzou.

Le recul de la production est dû essentiellement au phénomène de saisonnalité (alternance d'une année de bonne production et d'une année de faible production) qui caractérise la variété de l'olivier Chamlal qui occupe 90% de l'oliveraie de la wilaya, a-t-on rappelé de même source.

DÉCHETS

Activer les mécanismes de gestion dans le cadre
d'une approche économique

Les participants à une rencontre scientifique sur la gestion des déchets ménagers ouverte lundi à Annaba ont mis l'accent sur l'importance d'activer les mécanismes de gestion de ce genre de déchets dans le cadre d'une approche économique garantissant leur valorisation et contribuant au développement de l'économie du recyclage.

Au premier jour des travaux de cette rencontre organisée à l'initiative du centre de recherche en environnement d'Annaba avec la participation de chercheurs, représentants de différents partenaires concernés par l'environnement et la gestion des déchets et experts représentant le système d'assistance technique et d'échange d'informations de l'union européenne, les participants ont indiqué que le volume des déchets ménagers produits annuellement en Algérie représente une source importante de la richesse et nécessite de trouver des solutions innovantes dans le domaine de gestion des déchets permettant de gagner le défi s'agissant de la gestion de ces déchets et la relance de l'économie du recyclage performant.

"Dans le cadre de la stratégie nationale de gestion des déchets tracée à l'horizon 2035, il est prévu de promouvoir le niveau du recyclage et de l'analyse organique des déchets et leur valorisation et ce à travers l'optimisation du taux de traitement via le recyclage total des déchets ménagers de 7% actuellement à 20% à l'horizon 2035 avec l'augmentation du taux de traitement analytique organique pour atteindre 50% sur la totalité du volume des déchets en 2035 en plus de la promotion des activités de valorisation", a indiqué la chercheuse Kaoutar Karbouââ, co-opérante au centre de recherche en environnement et également professeur à l'Ecole Nationale Supérieure de Technologie et d'Ingénierie ENSTI d'Annaba.

La concrétisation des objectifs tracés dans le cadre de la stratégie nationale de gestion et de valorisation des déchets "nécessite l'activation des mécanismes d'encouragement et de généralisation des outils de tri à la source pour les citoyens, le recouvrement des revenus en rapport avec la gestion des déchets pour les collectivités locales, la responsabilisation du

producteur s'agissant du système de gestion des déchets et la sensibilisation des producteurs quant au respect des méthodes de réduction de production des déchets dans l'emballage et la participation à sa gestion", a souligné la même intervenante. Pour sa part, l'expert Azedine Bahou, coopérant au centre de recherche en environnement d'Annaba a exposé le projet de création d'une start up activant dans le domaine de gestion des déchets ménagers à travers la proposition d'une benne intelligente fonctionnant avec un système numérique. Les intervenants ont insisté sur les aspects scientifiques en rapport avec l'activation de la gestion des déchets et ont mis la lumière sur l'importance de l'implication des jeunes dans les activités de valorisation des déchets à travers l'encouragement et l'accompagnement des start up activant dans ce domaine.

Les travaux de cette rencontre de trois jours se poursuivront dans le cadre d'ateliers de travail animés par des experts européens spécialisés dans la gestion des déchets et l'économie circulaire, a-t-on fait savoir.

L'intégration commerciale peut-elle changer la donne en Afrique ?

Une nouvelle étude de la Banque mondiale montre que l'accord conclu entre 54 pays pourrait attirer davantage d'investissements directs étrangers, donc en démultiplier les bénéfices.

MARI ELKA PANGESTU (*)

Imaginons qu'une grande entreprise textile africaine souhaite construire une nouvelle usine dans un pays voisin dans le but de se doter d'une chaîne de production régionale. Elle se heurtera sans doute pendant des mois à une avalanche de paperasse fastidieuse pour obtenir les autorisations nécessaires et l'agrément indispensable aux investisseurs. Les restrictions sur les visas peuvent compliquer la venue de spécialistes pour former le personnel local, tandis que d'autres employés risquent même ne pas être autorisés à travailler parce que leurs diplômes professionnels ne sont pas reconnus. Et même une fois l'usine opérationnelle, les expéditions de ses produits se trouveront souvent retardées aux postes-frontières, en raison de formalités redondantes et d'innombrables inspections successives.

Ce ne sont là que quelques exemples des difficultés rencontrées par les entreprises qui cherchent à investir et à commercer dans un autre pays africain. Rien d'étonnant donc que les frontières sur ce continent soient parmi les plus restrictives au monde, ce qui explique la faiblesse relative des échanges et des investissements intra-africains. Partout dans le monde, le commerce et les investissements ont été les principaux moteurs de la croissance des économies en développement et ont permis à des centaines de millions de personnes d'échapper à la pauvreté. Cependant, le fractionnement de son marché intérieur a empêché l'Afrique de s'inscrire pleinement dans ce mouvement. La finalité de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) est précisément de changer la donne. Pour la première fois, l'accord conclu entre 54 pays représentant une population totale de 1,3 milliard d'habitants et un PIB de 3 400 milliards de dollars devrait créer un marché unique à l'échelle du continent. Des échanges et des investissements plus faciles et une concurrence plus vive permettraient ainsi à l'Afrique de gagner en attractivité aux yeux des acteurs des chaînes de valeur régionales et des investisseurs.

Selon une étude de la Banque mondiale, cet accord a le potentiel de générer des avantages économiques et

sociaux importants, sous forme d'une croissance économique plus rapide, de revenus plus élevés et d'une réduction de la pauvreté. Il aiderait l'Afrique à diversifier et industrialiser son économie, et à être moins dépendante de l'exportation d'un petit nombre de produits de base tels que le cuivre, le pétrole et le café. Les femmes et les travailleurs qualifiés en seraient parmi les premiers bénéficiaires, avec néanmoins des variations selon les pays. Mais beaucoup dépendra de la réussite des négociations et de la mise en œuvre de l'intégralité des objectifs les plus ambitieux de l'accord. La concrétisation effective des engagements de la ZLECAf sur le terrain doit devenir une priorité pour les signataires de l'accord et il faudra pour cela une volonté et une impulsion politiques.

La première phase de l'accord, entrée en vigueur en janvier 2021, éliminera progressivement les droits de douane sur 90 % des marchandises et réduira les obstacles au commerce des services. À elle seule, cette mesure permettrait de développer les échanges et d'augmenter le revenu réel de 7 % d'ici à 2035, réduisant ainsi le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté de 40 millions pour atteindre 277 millions, d'après un rapport de la Banque mondiale publié en 2020 (a). Environ deux tiers des 450 milliards de dollars de revenus supplémentaires potentiels résulteraient de la suppression des longs délais aux frontières et de la baisse des coûts commerciaux, ce qui permettrait aux entreprises africaines d'intégrer plus facilement les chaînes d'approvisionnement régionales et mondiales.

Une étude publiée récemment (a) examine deux scénarios pour montrer que les avantages pourraient être encore plus importants si l'on considère non seulement les retombées de la libéralisation des échanges, mais aussi celles liées à la hausse des investissements et à une plus grande intégration commerciale qui, au-delà des questions frontalières, s'attache à lever les barrières à l'investissement et les obstacles internes. Le premier scénario rend compte des investissements directs étrangers (IDE) supplémentaires que la ZLECAf devrait attirer, en provenance d'Afrique et d'autres parties du monde. Les IDE sont essentiels, car ils apportent des capitaux, des technologies et des compétences. En outre, s'ils sont associés aux investissements nationaux, ils aideront les économies

africaines à se diversifier dans de nouveaux secteurs de l'agroalimentaire, de l'industrie manufacturière et des services pour les marchés nationaux, intra-africains et extra-africains. Selon ce scénario, le revenu réel pourrait encore augmenter pour atteindre environ 8 % en 2035 (506 milliards de dollars), et le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté diminuerait de 45 millions.

Le deuxième scénario évalue l'impact — si l'accord est élargi comme prévu — de l'harmonisation des politiques en matière d'investissement, de concurrence, de commerce électronique et de droits de propriété intellectuelle. Une intégration plus poussée dans ces domaines permettrait de créer des marchés équitables et performants, d'améliorer la compétitivité et d'attirer encore plus d'IDE en limitant les risques liés aux changements de réglementation et de politique. Ce scénario permettrait de générer des augmentations de revenus de 9 % d'ici 2035 (571 milliards de dollars) et de réduire de 50 millions le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (soit une baisse de 16 % par rapport au taux d'extrême pauvreté prévu en 2035 sans la ZLECAf).

La mise en œuvre de l'accord se heurte toutefois à plusieurs difficultés. Le secteur privé africain, notamment les PME qui pourraient bénéficier de la zone de libre-échange, doit mieux maîtriser les différentes dispositions de l'accord pour savoir comment celles-ci — par exemple la libéralisation du commerce des services — peuvent être mises à profit pour développer leurs activités. C'est ce qui s'est produit en Amérique centrale où le secteur privé s'est organisé dans le cadre du Système d'intégration centraméricain, une fédération de chambres et d'associations d'exportateurs qui assure un suivi régulier de la mise en œuvre des engagements commerciaux.

Les entreprises africaines devraient aussi considérer les possibilités nouvelles, et non se contenter de réagir par peur de la concurrence des importations. Outre les ministères du Commerce impliqués dans les négociations, d'autres agences gouvernementales de chaque pays devraient également se familiariser avec la ZLECAf et comprendre le rôle clé qu'elles pourraient être appelées à jouer dans sa mise en œuvre sur le terrain. Il est primordial de s'attaquer aux barrières non tarifaires et aux obstacles qui entra-

vent le passage transfrontalier des marchandises. Il en va de même de la levée des restrictions au commerce des services, chaque pays appliquant aujourd'hui sa propre réglementation dans des secteurs tels que la logistique et le transport, les services financiers, le tourisme et les communications.

La signature de l'accord n'est donc qu'une première étape. Il faudra aller beaucoup plus loin pour recueillir tous les bénéfices potentiels de la ZLECAf en matière de commerce, d'investissement et d'emploi. Les nations africaines devront soutenir le travail du secrétariat permanent chargé d'administrer l'accord, basé à Accra, au Ghana. Les lois et réglementations nationales devront être harmonisées avec les modalités de l'accord sur l'investissement, les droits de propriété intellectuelle, la concurrence et le commerce numérique. Et pour résoudre les problèmes structurels qu'ils connaissent de longue date, les pays africains devront également :

- encourager la libéralisation progressive du commerce transfrontalier et des politiques d'investissement, conformément aux dispositions de l'accord, afin de jeter les bases des chaînes de valeur régionales en Afrique ;
- rationaliser les procédures douanières et frontalières et moderniser les infrastructures afin de réduire les longs délais qui ralentissent les mouvements transfrontières des marchandises et renchérissent les coûts commerciaux, et mettre sur pied des plateformes logistiques efficaces ;
- renforcer le commerce transfrontalier et l'investissement dans les services, en facilitant le commerce des services numériques, en supprimant les restrictions en matière d'IDE et en libéralisant la circulation des travailleurs.

Il appartient maintenant aux États membres — et à leurs champions — de prendre l'initiative, en collaboration avec le secteur privé et la société civile, pour faire en sorte que la promesse de la ZLECAf puisse enfin changer la donne en Afrique, pour le plus grand bien de ses habitants.

(*) Directrice générale de la Banque mondiale pour les politiques de développement et les partenariats
Source :

<https://blogs.worldbank.org/fr>

TRANSPORT

Tunisair a transporté 165 734 passagers en janvier 2023

Les indicateurs s'annoncent très prometteurs pour les compagnies aériennes depuis l'année dernière, avec des trafics qui s'accroissent de plus en plus.

Au titre de janvier 2023, Tunisair a transporté 165 734 passagers, un chiffre en progression de 42% par rapport au flux enregistré en janvier 2022. Le taux de remplissage s'est aussi établi à 72,9%, contre 70,6% un an plus tôt. Ce volume a permis à la compagnie aérienne nationale tunisienne de réaliser un chiffre d'affaires de 80,242 millions de dinars (25,8 millions USD).

Le trafic réparti suivant les régions du monde, montre une prédominance des pays européens pour les flux au départ et à l'arrivée. L'Europe a ainsi cumulé 68% des volumes, avec 112 781 passagers. Le Moyen-Orient vient en 2ème position avec 11,6%, soit 19 144 voyageurs, suivi des régions Afrique et Maghreb (30 634 voyageurs) ainsi que de l'Amérique du Nord (3 175 passagers).

POUR POURSUIVRE SON PROGRAMME D'APPUI À L'ÉDUCATION JUSQU'EN 2026**Le Maroc obtient 200 millions \$ de la Banque mondiale**

Après avoir reçu un premier financement en 2019 pour améliorer son système éducatif, le Maroc vient de recevoir un financement additionnel. Le royaume, avec l'appui de son partenaire financier, la Banque mondiale, s'est fixé de nouveaux objectifs basés sur les résultats.

La Banque mondiale (BM) vient d'accorder une enveloppe de 200 millions de dollars au Maroc. Cette allocation représente un financement additionnel pour la mise en œuvre du Programme d'Appui au Secteur de l'Éducation (PASE) au Maroc.

Ce dernier vise un triple objectif, à savoir : améliorer la qualité de l'éducation de la petite enfance, améliorer les pratiques d'enseignement dans le primaire et le secondaire, et renforcer la capacité de gestion et la responsabilité le long de la chaîne de prestation des services éducatifs. Cela afin d'améliorer les résultats scolaires et le système éducatif en général.

Grâce à ce financement, le royaume et son partenaire financier ont convenu de réviser certaines dispositions du programme, notamment sa prolongation jusqu'en 2026. « Prolongation de la date de clôture du 1er septembre 2024 au 30 juillet 2026 pour permettre d'atteindre les objectifs nouveaux et révisés et de mener à bien les activités d'assistance technique », indique un communiqué de la BM publié fin janvier.

MAROC

Rabat ne rate aucune occasion pour distribuer des pots-de-vin

La chercheuse marocaine, Ihssane El Omri, a affirmé que la corruption au Maroc est une pratique répandue depuis plusieurs années et devenue au fil du temps une "idéologie collective", soulignant que le Makhzen ne ratait aucune occasion pour distribuer des pots-de-vin.

Dans une tribune sur le site "Le Monde Arabe" parue lundi, Ihssane El Omri a indiqué que la corruption au Maroc n'est pas récente ou étrange. "Avant qu'elle soit une pratique elle est une attitude qui émane de l'éthique individuelle, pour devenir au fil du temps une idéologie collective résultant de la normalisation avec ces pratiques qui couvrent la société toute entière", a-t-elle écrit. La chercheuse a expliqué que la corruption au Maroc représente un état d'ordre normal, et non seulement un aléa qui intervient pour perturber les rapports de pouvoir au sein de la société, reprenant le témoignage de John Waterbury en 1973 qui a affirmé qu'au Maroc, "la corruption flotte en liberté et est manipulée, guidée, planifiée et désirée par le régime lui-même". Elle a expliqué que du tout petit policier

de la route, aux fonctionnaires de l'administration publique en passant par les professeurs, grands marchés publics de l'État, responsables étrangers et députés du Parlement européen, "le Marocain donne du bakchich de façon automatique". Selon El Omri, l'affaire de corruption qui a éclaté au Parlement européen le mois de décembre dernier a jeté une lumière crue sur une autre dimension des relations corrompues du Maroc avec les pays étrangers, citant l'exemple des trafiquants marocains de drogue et leurs réseaux qui aplanissent le chemin d'exportation du cannabis marocain et même d'autres drogues dures vers la France et l'Espagne. Ces sorties illégales, dit-elle, sont une entrée importante de devises vers une "caisse noire" se servant des réseaux de corruption et de clientélisme, allant de l'agriculteur jusqu'à la grande échelle du pouvoir de l'État marocain.

"Le Maroc ne rate aucune occasion pour distribuer des pots-de-vin, même pour acheter le silence des étrangers aussi, que ça soit des journalistes, des parlementaires, des responsables d'État ou autres, en vue de préserver son image de marque déjà gâchée par son attitude corrompue", a-t-elle écrit.

Enfin, Ihssane El Omri a souligné que les médias marocains, et pour "protéger leurs ordonnateurs", continuaient dans leur stratégie médiatique, à savoir nier et ressasser les mêmes déclarations et les vieux arguments.

"A cet égard, et tenant compte des services rendus par ce qui reste de la presse, toute personne sensée qui se respecte, s'interroge légitimement : "Combien coûte la presse marocaine à l'économie ? Et dans quel cadre les pots-de-vin sont injectés dans le secteur des médias?", a-t-elle conclu.

Ecosystème de l'innovation en Tunisie

A la recherche d'une nouvelle impulsion

Les experts et les spécialistes estiment que l'écosystème de l'innovation a beaucoup évolué au cours des cinq dernières années. Mais pour passer la vitesse supérieure, il est indispensable de lever plusieurs obstacles sur lesquels butent, aujourd'hui, les jeunes pousses. Il s'agit notamment de la loi de change, du paiement mobile mais aussi du financement

«Sur les 11,1 millions d'euros investis par les fonds de fonds Anava, seuls 5 millions d'euros ont bénéficié aux start-up tunisiennes. Et pour cause : un ralentissement dû à la contraignante loi de change», a fait savoir Nejia Gharbi, directrice générale de la Caisse des Dépôts et Consignations, lors du webinaire «avons-nous les moyens d'investir dans l'économie du savoir ?», qui a été organisé, récemment, par l'Iace.

Le débat en ligne, qui a réuni des représentants du département des Technologies de la communication et de l'Économie numérique mais aussi de l'écosystème des start-up, a été l'occasion de dresser un état des lieux de l'innovation en Tunisie.

Rappelant que le code de change constitue un des principaux freins qui ralentissent la dynamique de l'écosystème de l'innovation, la responsable a fait savoir que la nouvelle loi de change, qui verra bientôt le jour, permettra de lever cet obstacle sur lequel butent les fonds d'investissement libellés en devises.

Elle a, en outre, ajouté que l'écosystème des start-up en Tunisie a beaucoup évolué grâce à la dynamique qui a vu le jour après l'adoption de la

loi «Start up-Act» et qui a été accélérée avec la mise en place de divers mécanismes et programmes de financement qui ont bénéficié aussi bien aux start-up qu'aux structures d'accompagnement (Startup Support Organization SSO). Ainsi des programmes comme «Flywheel», «Enlien», «Fast» (Femmes et Accélération pour les start-up et TPE) ont joué le rôle de booster pour l'écosystème et ont permis de financer, entre autres, l'accompagnement des start-up. Gharbi reconnaît cependant que le financement en capital n'a pas atteint, à ce jour, le niveau de maturité attendu.

822 start-up labellisées

De son côté, Tarek Chelaifa, manager chez Gsma, a, en somme, souligné que l'écosystème des start-up a beaucoup évolué au cours des 5 dernières années.

Le site Tunisie a gagné en visibilité et a pu drainer des investisseurs étrangers. «Il y a cinq ans de cela, il était impensable qu'un start-uppeur envisage de lancer une start-up de la création. Aujourd'hui, la Tunisie compte plus de 700 start-up. Il y a des structures d'accompagnement, un marché labellisé mais aussi des investisseurs et du financement. La question aujourd'hui c'est à quelle hauteur faut-il financer pour avoir des start-up comme «InstaDeep». De surcroît, il n'y a pas de fonds pour chaque stade de croissance de la start-up», a-t-il précisé.

MAURITANIE

Signature de conventions minières avec Aura Energy pour le projet d'uranium Tiris

En décembre 2022, Aura Energy annonçait que l'Australian Nuclear Science and Technology Organisation Minerals avait confirmé que le concentré d'uranium, yellowcake, produit par le projet d'uranium Tiris est conforme aux spécifications internationales. La compagnie minière australienne, Aura Energy Limited a annoncé l'approbation et l'exécution par le gouvernement mauritanien des conventions minières concernant le Projet Tiris en plus de la signature d'un accord des actionnaires avec

l'ANARPAM, l'Agence Nationale de Recherches Géologiques et du Patrimoine Minier. L'objectif des conventions est d'assurer la stabilité et de définir les conditions juridiques et économiques qui permettent les activités minières sur une période de 30 ans. « Avec la formalisation de notre convention minière et notre partenariat avec ANARPAM, nous sommes désireux de travailler avec le gouvernement mauritanien pour développer la ressource Tiris. », a déclaré le président d'Aura, Phil Mitchell.

Les principaux aspects des accords comprennent, entre autres, une participation définie de l'État jusqu'à 20 %, un taux d'imposition de 25 %, un taux de redevance de 3,5 % de la valeur FOB, le choix de la politique de gestion des ressources humaines, avec une préférence à accorder, à qualifications égales, aux ressortissants de la Mauritanie. La signature des conventions marque une avancée pour ce projet qui devrait entrer en phase de production commerciale en 2024.

LIBYE

Le ministre du Pétrole discute de coopération pétrolière avec l'ambassadeur des Pays-Bas

En Libye, le ministre du Pétrole Mohamed Aoun a échangé ce lundi 6 février, avec Dolf Hogewoning, l'ambassadeur des Pays-Bas près la Libye. Des échanges qui ont essentiellement porté sur les moyens de réchauffer la coopération entre les deux pays dans le secteur de l'énergie.

Les discussions ont également porté sur la reprise des activités du Shell en Libye. L'entreprise anglo-néerlandaise avait été un acteur majeur du secteur pétrogazier libyen avant d'être obligée de les interrompre en raison de la situation sécuritaire dans le pays.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Moins de 7% des micro-entreprises utilisent le smartphone et l'ordinateur

Les principaux facteurs qui empêchent les micro-entreprises africaines d'utiliser massivement les ordinateurs, les smartphones ou encore les logiciels de gestion de stock sont le manque d'information sur ces technologies, l'insuffisance des compétences numériques, le coût élevé et l'absence d'infrastructures adaptées.

Les technologies numériques sont encore largement sous-utilisées dans les micro-entreprises en Afrique subsaharienne en dépit de leur énorme potentiel en termes de gains de productivité, selon un rapport publié le 23 janvier dernier par la Banque mondiale.

Le rapport qui se base sur une enquête réalisée auprès d'un échantillon de plus de 3325 microentreprises réparties dans sept pays d'Afrique subsaharienne (Ghana, Kenya, Mozambique, Nigeria, Sénégal, Afrique du Sud et Tanzanie) souligne que 72,8% des microentreprises dans les pays d'Afrique subsaharienne possèdent des téléphones mobiles (toutes générations de réseaux mobiles confondues), mais 42 % d'entre elles seulement utilisent ces appareils pour communiquer avec les fournisseurs ou les clients.

Moins d'une microentreprise sur cinq parmi

celles équipées de téléphones mobiles, les utilisent pour payer des fournisseurs (15%) ou recevoir des paiements via des services de mobile banking (18%).

Les microentreprises sondées, dont 73 % sont informelles et plus de la moitié des entreprises familiales indépendantes sans employés rémunérés à plein temps, n'utilisent que marginalement des appareils permettant l'accès à Internet. 6,5% du total de ces entités utilisent des smartphones et 5,8% utilisent des ordinateurs alors que 2,5% seulement disposent de sites Web. 63 % des microentreprises interrogées sont pourtant actives dans le commerce contre 24 % dans d'autres services, 9 % dans l'agriculture et 4% opèrent dans la transformation et la fabrication à petite échelle.

Parmi les microentreprises qui possèdent des smartphones, moins de la moitié utilisent Internet pour trouver des fournisseurs à moindre coût ou plus favorables, et moins

d'un tiers l'utilisent pour le commerce électronique.

L'enquête révèle également que la moitié des microentreprises disposant d'un ordinateur utilisent des logiciels de comptabilité, de gestion des stocks et de point de vente (POS).

Importants écarts hommes-femmes

De façon générale, les entreprises fondées par des femmes sont moins susceptibles d'utiliser les technologies numériques que les hommes. Les écarts les plus importants entre les hommes et les femmes se situent au niveau de l'utilisation des ordinateurs (les hommes ont 3,3 fois plus tendance à les utiliser), de l'utilisation d'Internet pour trouver des fournisseurs (2,4 fois plus probable) et de l'utilisation de logiciels de comptabilité, de gestion des stocks et de point de vente (2,3 fois plus probable).

UNION EUROPÉENNE

194,7 millions \$ à l'aide humanitaire en Afrique de l'Ouest et centrale en 2023

L'enveloppe allouée à l'aide humanitaire s'ajoutera aux fonds déjà promis par l'UE en faveur du Nigeria, du Niger, du Tchad et du Cameroun. Elle profitera notamment aux pays membres de la CEDEAO.

La Commission européenne a annoncé, dans un communiqué publié lundi 6 février, l'allocation d'une enveloppe de 181,5 millions d'euros (194,7 millions de dollars) à l'aide humanitaire en Afrique de l'Ouest et centrale en 2023.

L'annonce a été faite à l'occasion de la réunion ministérielle Union européenne (UE)/Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui s'est tenue à Bruxelles, en présence du commissaire européen chargé de la gestion des crises, Janez Lenarčič

Notant que la région Afrique de l'Ouest et centrale « continue d'être confrontée à des crises prolongées provoquées par des

conflits et aggravées par d'autres facteurs tels que le changement climatique et la flambée mondiale des prix des denrées alimentaires », la Commission européenne a précisé que jusqu'à 111 millions d'euros de l'enveloppe réservée à l'aide alimentaire cette année iront au profit des membres de la CEDEAO.

De nouvelles dotations ont été annoncées pour le Burkina Faso (25,5 millions d'euros), le Mali (26 millions d'euros), la Mauritanie (6,5 millions d'euros) et la République centrafricaine (20,5 millions d'euros), ainsi qu'une dotation régionale de 500 000 millions d'euros. Ces dotations viennent s'ajouter aux fonds déjà promis par l'UE en janvier dernier en faveur du Nigeria (34 millions d'euros), du Niger (25 millions d'euros), du Tchad (26,5 millions d'euros) et du Cameroun (17 millions d'euros).

RWANDA

Un plan à 13 milliards \$ pour développer un système de transport durable

Le Rwanda souhaite figurer parmi les pionniers de la mobilité verte en Afrique, une vision à laquelle les autorités entendent consacrer de gros investissements. Le Rwanda a l'intention de mobiliser 13 milliards USD pour réaliser son plan stratégique de modernisation et de transition énergétique dans les transports. Dénommé "Stratégie révisée de croissance verte et de résilience climatique" (GGCRS), ce programme approuvé la semaine dernière par le gouvernement, vise à baser le développement économique du pays entre autres sur la résilience au changement climatique et la faible émission de carbone à l'horizon 2050.

Des grandes lignes de ce programme où sont aussi exposés les besoins de financement pour les différents sous-secteurs du transport, il ressort que le pays devrait mobiliser « au moins 1 milliard USD pour la mobilité électrique dans les villes, 2,9 milliards USD pour le développement de l'aviation, 1,6 milliard USD pour la construction du réseau ferroviaire, 1 milliard USD pour les voies navigables et d'autres infrastructures régionales telles que les postes-frontières, 4,4 milliards USD pour les infrastructures routières ». Le plan intègre aussi le développement du réseau BRT, de téléphériques, et de métros urbains, avec des besoins de financement estimés à 1,6 milliard USD. D'autres volets du programme sont également consacrés au transport urbain non motorisé. Les besoins pourraient être comblés à travers des financements publics de l'ordre de 7,6 milliards USD, et 5,4 milliards USD de fonds privés.

« Sans intervention, l'augmentation continue de la population et subséquente du trafic des transports se transformera probablement en une augmentation des émissions de gaz à effet de serre, entravant les réalisations de la vision 2050 du pays ».

TOGO

La production aquacole en hausse de plus de 50 % de 2020 à 2022

Au Togo, entre 2020 et 2022, la production aquacole est passée de 730 t en 2020 à 1151 t en 2022. Ces données communiquées ce mardi 7 février par le ministère togolais de l'économie maritime, traduisent une croissance de 57% en 2 ans.

Cette progression est enregistrée au moment où, selon le ministère de la pêche, le Togo « investit conséquemment pour soutenir l'aquaculture dans le pays ». Les autorités du pays accompagnent en effet, les aquaculteurs à travers notamment la fourniture des équipements tels que des barques motorisées, des cages flottantes et des provendes.

« Cette croissance rapide de la production aquacole est un indicateur clair du succès de la stratégie de l'État pour soutenir l'aquaculture au Togo et offre des opportunités économiques et de développement pour les aquaculteurs et les communautés locales », a indiqué le ministère qui a annoncé des actions en cours visant le développement et l'exportation de produits de la mer. Ceci, à travers le Projet Développement de l'Aquaculture au Togo (PDAT) qui est dans sa phase pilote sur le Lac Nangbéto.

Notons qu'au Togo, le secteur halieutique est en pleine croissance. En 2022, 11 567 t de poissons sont capturées à travers la pêche artisanale maritime, 117 t autres via la pêche industrielle alors que 6300 tonnes de produits halieutiques sont pêchées dans les eaux continentales. S'agissant de la pisciculture, elle a généré 835 tonnes.

NIGERIA

Tingo Foods envisage d'installer une usine agroalimentaire de 1,6 milliard \$ dans l'État du Delta

Au Nigeria, le marché agroalimentaire est l'un des plus importants du continent. Dans le pays, les besoins de consommation en hausse offrent de bonnes perspectives de croissance pour les acteurs privés.

Au Nigeria l'entreprise agroalimentaire Tingo Foods, filiale du groupe Tingo International Holding Inc, prévoit d'installer une unité de transformation agroalimentaire à Onicha-Ugbo dans l'État du Delta. L'annonce a été faite le 3 février dernier par Dozy Mmobuosi, fondateur du groupe.

D'un coût total de 1,6 milliard \$, les tra-

GHANA

Projet de construction d'un aéroport cargo

Après le Nigeria, d'autres pays africains optent pour la construction d'aéroports essentiellement dédiés au fret. Un modèle économique qui favorise la promotion des industries agricole, minière et manufacturière. Le Ghana projette de construire un aéroport cargo dans la région de Komenda, dans l'ouest du pays. L'entreprise locale Ayeh and Ayeh Engineering Consultant, en charge de l'étude de faisabilité, a fait la semaine dernière un briefing des travaux préliminaires réalisés, et a justifié le choix fina-

lement porté sur Komenda alors que l'aéroport était initialement prévu pour être construit à Takoradi ou Cape Coast. « Une étude spatiale approfondie a été réalisée sur ces sites et Komenda a été choisi comme le meilleur emplacement sur la base d'indices sociaux, environnementaux et économiques », a déclaré Leslie Alex Ayeh, associé de l'entreprise. Les plans initiaux prévoient que l'aéroport sera relié au réseau routier et ferroviaire pour faciliter les mouvements de marchandises venues du port de Takoradi.

Les Enjeux
Eco

Publicité

Appelez le

06 98 16 55 54

EN RAISON DU RALENTISSEMENT DE L'ÉCONOMIE La BCE s'attaquera aux prêts douteux cette année

Les superviseurs de la Banque centrale européenne se concentreront sur les prêts irrécouvrables cette année après avoir constaté que certaines banques de la zone euro n'ont pas mis suffisamment d'argent de côté pour ces prêts ou ont tardé à reconnaître le problème, a déclaré la BCE mercredi.

Lors de la présentation de son examen annuel du secteur, la BCE a déclaré que les banques de la zone euro disposaient généralement de plus de capital que nécessaire, et qu'une augmentation des bénéfices due à la hausse des taux d'intérêt avait compensé les dommages économiques causés par la guerre en Ukraine. Mais elle a exigé davantage de capital de 24 banques qui "n'ont pas répondu aux at-

tentes de couverture liées aux prêts non performants", les invitant à combler cet écart cette année.

Plus généralement, la BCE avait constaté des "déficiences persistantes en matière de contrôle des risques", notamment dans la manière de classer les prêts qui risquent de rester impayés.

"Les banques doivent remédier aux faiblesses persistantes, notamment dans leurs cadres de contrôle des risques et de gou-

vernance, et évaluer les développements futurs de manière prudente", a déclaré Andrea Enria, le superviseur principal de la BCE, dans un communiqué.

Plus tôt dans la journée de mercredi, la société française Société Générale a déclaré avoir augmenté ses provisions pour prêts douteux au cours du dernier trimestre, ce qui a entraîné une baisse de 35 % de son bénéfice par rapport à la même période de l'année précédente.

ALORS QUE LES PERSPECTIVES D'INFLATION S'AGGRAVENT

La banque centrale d'Islande relève son taux directeur

La banque centrale d'Islande a relevé son taux d'intérêt directeur d'un demi-point de pourcentage pour le porter à 6,5 % mercredi, sa première hausse de taux en 2023, et a averti d'un nouveau resserrement monétaire pour faire baisser l'inflation, qui s'est ancrée dans l'économie.

Le Comité de politique monétaire (MPC) de la banque centrale a estimé la croissance économique en 2022 à 7,1 %,

ce qui est supérieur à sa prévision de novembre qui était d'environ 5,6 %, mais a déclaré qu'il s'attendait à ce que la croissance en 2023 s'affaiblisse à 2,6 %.

L'année dernière, la banque centrale a relevé ses taux à six reprises dans le but de maîtriser la flambée des prix. L'inflation a atteint 9,9 % en janvier, et même si elle a peut-être atteint un sommet, il faudra plus de temps que prévu pour la ramener à l'objectif de

2,5 % de la banque centrale, a-t-elle déclaré.

Les négociations salariales récemment terminées dans le secteur privé islandais ont conduit à des augmentations de salaire plus élevées que prévu, ce qui, associé à la faiblesse de la couronne, a aggravé les perspectives d'inflation.

La banque centrale prévoyait une inflation moyenne de 9,5 % au premier trimestre de 2023 et ne la voyait pas descen-

dre en dessous de 5 % cette année. Ce n'est pas avant le second semestre de 2025 qu'elle s'attend à ce que l'inflation passe sous la barre des 3 %. "Le CPM considère qu'il est probable que l'orientation monétaire devra être encore ressermée à court terme afin de garantir que l'inflation revienne à l'objectif dans un délai acceptable", a déclaré la banque centrale.

FRANCE

TotalEnergies enregistre des bénéfices record, augmente son dividende

TotalEnergies a publié mercredi des bénéfices record au titre de 2022, tirés par les prix élevés des hydrocarbures sur fond de guerre en Ukraine, et a annoncé une hausse de ses dividendes.

Le groupe pétrolier et gazier, également très présent dans les énergies renouvelables, a précisé dans un communiqué que, pour 2023, sa politique de retour aux actionnaires combinerait une augmentation de ses acomptes sur dividende de 7,2% (à 0,74 euro par action) et des rachats d'actions prévus à hauteur de 2 milliards de dollars pour le premier trimestre.

TotalEnergies a enregistré au quatrième trimestre un résultat net ajusté de 7,6 milliards de dollars (+11%), identique aux attentes des analystes, un Ebitda ajusté de 16,0 milliards (+12%) et une production d'hydrocarbures de 2,812 millions de barils par jour (Mb/j), en hausse de 5%. Sur l'ensemble de l'exercice 2022, son résultat net ajusté a atteint 36,2 milliards de dollars, soit deux fois plus qu'en 2021, là aussi parfaitement en ligne avec un consensus établi par Refinitiv. Dans le même temps, son bénéfice net part du groupe a bondi de 28% à 20,5 milliards. TotalEnergies table sur des investissements nets de 16 à 18 milliards de dollars cette année - dont 5 milliards dédiés aux "énergies bas carbone" - contre 16,3 milliards en 2022.

Le groupe a souligné "l'environnement incertain" dans lequel évoluent les marchés de pétrole en ce début d'année, avec un "possible ralentissement économique à l'échelle mondiale (qui) pourrait être contrebalancé par le redémarrage de la Chine".

Les marges de raffinage en Europe devraient rester soutenues par l'embargo sur les produits pétroliers russes tandis que les tensions sur les prix du gaz européen devraient perdurer en 2023, notamment dans un contexte de croissance limitée de la production mondiale de gaz naturel liquéfié (GNL).

TotalEnergies anticipe une croissance de sa production d'hydrocarbures sur d'environ 2% à 2,5 Mb/j en 2023.

Il a également confirmé son projet de scission de sa filiale TotalEnergies EP Canada, en l'introduisant à la Bourse de Toronto, et annoncé son intention d'exercer son option de monter à 100% du capital de sa filiale d'énergies renouvelables Total Eren, qu'il détient à hauteur de 30% environ.

Ses résultats 2022 ont cependant été freinés par près de 15 milliards de dollars de provisions liées à sa présence résiduelle en Russie, où il détient encore des participations dans le projet Arctic LNG 2 et dans la société gazière Novatek, ainsi que dans les actifs de Yamal LNG.

Le groupe a également dû enregistrer au titre de 2022 environ 1,7 milliard de dollars de taxes et contributions exceptionnelles, au Royaume-Uni, en Europe et en France notamment, liées à la flambée des prix de l'énergie.

A la Bourse de Paris, l'action TotalEnergies reculait de 1% dans les premiers échanges, accusant la plus forte baisse du CAC 40, en hausse de 0,7% au même moment.

INFLATION EN FRANCE

Un «plateau» à 6% début 2023 puis un reflux à 5% en juin, selon l'Insee

«On est dans une situation conjoncturelle plutôt hésitante, ni franchement favorable, ni franchement défavorable», selon l'Institut de statistiques. L'économie française devrait progresser de 0,2% sur chacun des deux premiers trimestres de 2023 grâce à une production industrielle résistante tandis que l'inflation devrait refluer en juin à 5% sur un an, a pronostiqué l'Insee mardi.

«On est dans une situation conjoncturelle plutôt hésitante, ni franchement favorable, ni franchement défavorable», a résumé Julien Pouget, chef du département de la conjoncture de l'Institut national de statistique.

LA RUSSIE

L'UE ne tient pas ses promesses concernant l'accord sur les céréales

La Russie a déclaré mercredi que les travaux visant à débloquer les exportations russes dans le cadre de l'accord sur les céréales de la mer Noire n'étaient pas satisfaisants, accusant l'Union européenne de ne pas avoir tenu ses promesses, a rapporté l'agence de presse TASS.

Les commentaires, faits par le vice-ministre russe des affaires étrangères Alexander Grushko, font référence à l'accord conclu entre Moscou et Kiev sous l'égide des Nations Unies, qui visait à libérer les exportations de céréales bloquées dans les ports de la mer Noire par la guerre en Ukraine.

Le président Vladimir Poutine a déclaré l'année dernière que la Russie et le monde en développement avaient été "trompés" par l'accord d'exportation de céréales ukrainien, promettant de réviser ses termes pour limiter les pays qui peuvent recevoir des cargaisons.

INDE

Petite hausse du taux directeur, l'inflation restant «revêche»

La Banque centrale de l'Inde a relevé son taux directeur mercredi de 25 points de base à 6,5%, maintenant une politique monétaire ressermée tout en mettant en garde contre une inflation de base «revêche». Il s'agit de la sixième et plus faible hausse du taux directeur décidée par la Reserve Bank of India (RBI) depuis mai 2022, fixé alors à 4,0%. Cette décision est conforme aux attentes du marché qui s'attendait à ce que la RBI change sa position politique de neutre à accommodante, comptant toutefois que ce serait la dernière hausse du cycle actuel. Mais le le gouverneur de la RBI, Shaktikanta Das, a laissé la porte ouverte à un autre resserrement. «L'inflation des prix à la consommation en Inde est passée en dessous du niveau de tolérance supérieur en novembre et décembre 2022», a-t-il déclaré dans une vidéo conférence, et de prévenir : «l'inflation de base reste cependant revêche».

«L'inflation devrait se modérer en 2023-2024 pour se situer au-dessus de l'objectif de 4,0%», a-t-il précisé. M. Das a ajouté que les perspectives étaient assombries par «les incertitudes persistantes liées aux tensions géopolitiques, la volatilité des marchés financiers mondiaux, la hausse des prix des matières premières non pétrolières et la volatilité des prix du pétrole brut».

En janvier, la Banque centrale de Malaisie a maintenu ses taux inchangés, tandis que l'Indonésie et les Philippines ont signalé que leurs cycles respectifs de hausse des taux touchaient à leur fin. La Banque centrale européenne (BCE) est restée belliqueuse, tandis que la Réserve fédérale américaine (Fed) a réduit l'ampleur de ses hausses de taux ces derniers mois. Le patron de la Fed Jerome Powell a averti mardi que la route serait «longue, voire cahoteuse» pour retrouver une inflation basse, prévenant que si l'économie restait trop forte, de nouvelles hausses de taux seraient nécessaires.

En Inde, l'inflation à la consommation a diminué à 5,72% en décembre, contre 5,88% en novembre, juste en dessous de l'objectif maximum de 6% fixé jusque-là par la RBI. La troisième plus grande économie d'Asie a fortement rebondi, depuis la pandémie de coronavirus, avec un des rythmes de croissance les plus rapides au monde mais elle a subi la hausse des prix résultant de l'envolée des cours des matières premières. L'inflation avait grimpé jusqu'à 7,79% en avril.

Au cours de l'exercice 2021-22, le pays de 1,4 milliard d'habitants a été la grande économie à la croissance la plus rapide, à 8,7%. En plein essor, elle devrait tout de même ralentir, bien qu'à un rythme toujours soutenu de 7,0%, pour l'exercice se terminant au 31 mars, selon une prévision publiée par l'Office national des statistiques en janvier.

JAPON

La Bourse de Tokyo affectée par la remontée du yen

La Bourse de Tokyo reculait mercredi 8 février en matinée, lestée par le renforcement du yen par rapport au dollar après des déclarations du président de la Réserve fédérale américaine (Fed) semblant confirmer une orientation désormais moins agressive de sa politique monétaire. L'indice vedette Nikkei perdait 0,72% à 27.487,22 points vers 00H50 GMT et l'indice élargi Topix reculait de 0,18% à 1.979,74 points.

La Bourse de New York a au contraire progressé mardi après des propos jugés plus modérés du président de la Fed Jerome Powell, qui s'est notamment félicité comme la semaine dernière du commencement du processus de «désinflation» aux États-Unis. Mais cela a aussi fait baisser le dollar par rapport au yen, un mouvement de change défavorable pour les valeurs exportatrices japonaises. En outre, le marché tokyoïte digérait des résultats trimestriels décevants de grandes entreprises japonaises comme SoftBank Group et Nintendo, publiés la veille après la clôture des échanges.

Du côté des valeurs

Nintendo, le crépuscule de la Switch? Le titre Nintendo sombrait de 7,75% à 5.188 yens. Le géant japonais du jeu vidéo a abaissé mardi ses prévisions annuelles en raison de ventes moins bonnes que prévu de sa console Switch, qui fait de plus en plus son âge (bientôt sept ans) et qui souffre toujours d'une production perturbée par des pénuries de composants comme les semi-conducteurs. Le groupe est aussi confronté à une évolution moins avantageuse que précédemment des taux de change.

Encore une méga perte pour Softbank: l'action SoftBank Group dégringolait de 6,87% à 5.837 yens. Le groupe d'investissement dans les nouvelles technologies a publié une énorme perte nette équivalente à 5,5 milliards d'euros sur son troisième trimestre 2022/23, une nouvelle fois victime du marasme de la tech mondiale, alors que les investisseurs espéraient qu'il montre une certaine résistance.

Du côté des devises et du pétrole

Le yen continuait de s'apprécier par rapport au dollar, qui valait 130,76 yens vers 00H45 GMT contre 131,07 yens mardi à 21H00 GMT. Le dollar avait nettement faibli mardi par rapport à la devise japonaise après les commentaires de Jerome Powell. La monnaie nipponne montait aussi par rapport à l'euro, qui s'échangeait pour 140,35 yens contre 140,59 yens la veille. La monnaie européenne était quasi stable face au billet vert, à raison d'un euro pour 1,0730 dollar contre 1,0726 dollar mardi à 21H00 GMT.

Sur le marché du pétrole, le baril américain de WTI gagnait 0,47% à 77,50 dollars vers 00H40 GMT.

POINTS-MARCHÉ

Hausse en vue en Europe avec les résultats et après Powell

Les principales Bourses européennes sont attendues en hausse mercredi au lendemain de propos jugés rassurants du président de la Réserve fédérale américaine (Fed), Jerome Powell ayant réaffirmé que la désinflation avait commencé malgré les chiffres nettement supérieurs aux attentes des créations d'emplois aux États-Unis le mois dernier.

D'après les premières indications disponibles, le CAC 40 parisien devrait gagner 0,64% à l'ouverture, le Dax à Francfort 0,81% et le FTSE 100 à Londres 0,56%. L'indice EuroStoxx 50 est attendu en progression de 0,83%.

"C'est bien que nous ayons assisté à un marché du travail très solide (...) En même temps, nous constatons une modération des salaires (...) L'inflation commence à baisser", a déclaré Jerome Powell lors d'un événement organisé par l'Economic Club de Washington, faisant référence au rapport sur l'emploi américain publié vendredi qui a fait état de 517.000 créations de postes en janvier contre 185.000 prévus par le consensus Reuters.

"Il n'a pas fallu grand-chose pour que les marchés retrouvent leur 'mojo' après le choc provoqué par le rapport sur l'emploi de vendredi dernier, juste un discours du président de la Fed, Jerome Powell, dans lequel il ne s'est pas montré plus restrictif (hawkish) qu'il ne l'était après les récentes décisions du FOMC (comité de politique monétaire de la Fed)", note Rob Carnell, directeur d'études chez ING.

Comme dans les séances précédentes, les publications des sociétés avant l'ouverture des Bourses en Europe devraient animer les échanges, notamment dans le compartiment financier où Société générale, Amundi et ABN Amro ont communiqué leurs résultats trimestriels, au lendemain des prévisions de BNP Paribas.

Dans le secteur pétrolier, TotalEnergies est attendu après le bénéfice record de BP en 2022, qui a tiré l'indice de l'énergie et la Bourse de Londres, l'action du groupe britannique ayant touché mardi un plus haut depuis janvier 2020 à 506,9 pence (+6%).

Aux États-Unis, les investisseurs prendront connaissance des trimestriels de Walt Disney, Coty, Mattel, Under Armour ou encore Uber.

Parmi les sociétés du S&P-500 ayant déjà publié leurs résultats, 69,1% ont dépassé les attentes au niveau du bénéfice trimestriel, selon les données de Refinitiv. Les analystes s'attendent toutefois encore à un repli de 3,1% du bénéfice des sociétés du S&P-500 sur un an au quatrième trimestre.

La Bourse de New York a fini en hausse mardi à l'issue d'une séance en dents de scie, alors que les investisseurs ont scruté les commentaires du patron de la Fed en quête d'indice sur la durée de la politique de la banque centrale pour lutter contre l'inflation.

L'indice Dow Jones a gagné 0,78%, ou 265,67 points, à 34.156,69 points. Le S&P-500, plus large, a pris 52,92 points, soit 1,29%, à 4.164 points.

Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 226,34 points (1,90%) à 12.113,79 points. Microsoft a progressé de 1,29% à la suite de l'annonce de l'intégration de ChatGPT parmi ses produits, une hausse qui a porté le secteur des technologies et le S&P-500 dans son ensemble.

A la Bourse de Tokyo, l'indice

Nikkei a fini en repli de 0,29% à 27.606,46 points, pénalisé par des résultats financiers décevants de plusieurs poids lourds du secteur technologique comme Nintendo, Softbank ou Sharp. Le Topix, plus large, a grignoté 0,03% à 1.983,97 points. En Chine, le SSE Composite de Shanghai a abandonné 0,49% et le CSI 300 a cédé 0,44%.

Le rendement des bons du Trésor américain à dix ans s'affiche à 3,635% après être tombé à un

creux en séance mardi à 3,597% à la suite des déclarations de Jerome Powell.

En Europe, le rendement du Bund allemand de même échéance avance mercredi de trois points de base, à 2,34%. Aux changes, le dollar reflue légèrement, de 0,14% face à un panier de devises internationales après le discours jugé "hawkish" du président de la Fed. L'euro en profite pour remonter à 1,0745 dollar (+0,21%).

AIRBUS GROUP

L'inflation vient fragiliser la trajectoire financière d'airbus, selon Berenberg

La banque allemande a abaissé à "vendre" son conseil sur le groupe d'aéronautique et de défense, voyant des impacts défavorables sur les marges du groupe.

Airbus a pendant longtemps été synonyme de valeur consensuelle, recommandée à l'achat par la quasi-intégralité des analystes. Mais le vent semble quelque peu tourner. Plusieurs bureaux d'études ont récemment décidé d'abaisser leurs recommandations à "conserver" sur la valeur, préférant attendre que les perturbations logistiques sur la production de l'avionneur s'améliorent ou s'éclaircissent.

D'autres ne s'interdisent plus de conseiller le titre à la vente. Le cas échéant ce mardi, avec la banque allemande Berenberg qui a abaissé sa recommandation de "conserver" à "vendre" sur le titre ainsi que son objectif de cours à 100 euros contre 120 euros précédemment. Dans sa note, Berenberg s'inquiète de l'impact de l'inflation sur les comptes du groupe. Comme l'explique la banque allemande, dans ses contrats de commandes d'avions, Airbus bénéficie de "clauses d'escalade" pour se prémunir des hausses de prix et de coûts. Berenberg convient d'ailleurs que le groupe a jusqu'ici très bien réussi à repasser la hausse de ses coûts à ses clients grâce à ces clauses et qu'au regard de l'absence réelle de l'impact de l'inflation sur les résultats de la société ces dernières années, les investisseurs ont pu apprécier la résistance des marges de l'avionneur.

Toutefois la banque allemande explique que ces "clauses d'escalade" comportent "dans la plupart des cas" un plafond de hausse annuelle, avec probablement un plafond plus bas pour les clients les plus importants. Plus la durée de l'inflation au-dessus de ce plafond est longue dans l'intervalle entre la commande et la livraison, plus l'impact est négatif pour Airbus. "Étant donné que l'inflation a été bien supérieure au plafond moyen depuis deux ans, une plus grande proportion des Airbus livrés en 2023 et 2024 auront connu une plus grande proportion de temps entre la commande et la livraison au-dessus du plafond convenu par rapport à 2022", anticipe la banque qui voit en conséquence un risque pour les marges de la société. Berenberg explique ainsi que ses prévisions de résultat opérationnel ajusté sont inférieures à celle du consensus des analystes de 9% à 15% sur les années 2023 à 2025.

BOURSE DE NEW YORK

WALL STREET Finit en hausse après les commentaires de Powell

La Bourse de New York a fini en hausse mardi à l'issue d'une séance en dents de scie, alors que les investisseurs ont scruté des commentaires du patron de la Réserve fédérale américaine (Fed), Jerome Powell, en quête d'indice sur la durée de la politique agressive de la Fed pour lutter contre l'inflation.

L'indice Dow Jones a gagné 0,78%, ou 265,67 points, à 34.156,69 points. Le S&P-500, plus large, a pris 52,92 points, soit 1,29%, à 4.164 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 226,34 points (1,90%) à 12.113,79 points.

Indiquant devant le Club économique de Washington qu'il ne s'attendait pas à des données sur l'emploi américain aussi solides la semaine dernière, après la réunion mensuelle de la Fed, Jerome Powell a dit penser que le processus de lutte contre l'inflation "prendrait du temps".

Il a toutefois ajouté l'inflation devrait décliner de manière importante cette année, ravivant les espoirs d'une politique monétaire moins agressive de la Fed, alors que des données sur l'emploi américain avaient jeté une ombre sur cette hypothèse.

"Powell s'attend à ce que la Fed ne baisse pas de sitôt les taux d'intérêt, mais qu'il y ait une voie positive, que (la Fed) accomplisse ce qu'elle doit accomplir", a commenté Shawn Cruz, stratège en chef chez TD Ameritrade.

Pendant et après la prise de parole de Jerome Powell, les principaux indices de Wall Street ont fluctué, avant de s'installer dans le vert.

Depuis la publication vendredi de données montrant une accélération des créations d'emploi aux États-Unis en janvier, les marchés tablent sur un taux final dépassant les 5%, alors que la Fed a relevé la

semaine dernière ses taux d'intérêt de 25 points de base.

La plupart des secteurs majeurs du S&P-500 ont terminé la séance en baisse. Microsoft a progressé de 1,29 à la suite de l'annonce de l'intégration de ChatGPT parmi ses produits, une hausse qui a porté le secteur des technologies et le S&P-500 dans son ensemble.

Le moteur de recherche chinois Baidu a vu son titre bondir de 12,18% après avoir indiqué qu'il bouclerait en mars le test d'un projet similaire à ChatGPT.

Boeing a enregistré des gains (3,84%) au lendemain de la confirmation que l'avionneur américain entendait supprimer 2.000 postes de cadres.

Bed Bath & Beyond a plongé de près de 50% alors qu'il lutte pour éviter une faillite.

POUR CONTRER CHATGPT Google dégainé Bard

Confronté à l'engouement pour ChatGPT, Google a craqué et, ouvre au public son IA conversationnelle appelée Bard.

Fin décembre, Google avait déclenché un « code rouge », sorte d'alerte pour mobiliser ses troupes chargées du développement des Intelligences artificielles (IA), face à la subite montée en puissance du chatbot ChatGPT. Alors que le géant d'Internet dispose lui aussi de plusieurs puissantes IA, il n'avait jamais souhaité les libérer auprès du public en raison de questions éthiques notamment. Google est également très conscient qu'une révolution du numérique comme celle des IA pourrait le faire tomber de son piédestal, comme c'est arrivé à d'autres, lorsque la firme avait lancé son moteur de recherche innovant à la fin des années 1990. Pour ne pas partir trop tard, Google vient tout juste de dévoiler sa réponse à OpenAI, avec un outil de chatbot baptisé «

Bard ». Pour annoncer la nouvelle, c'est Sundar Pichai, le patron de Google lui-même, qui s'est fendu d'un article de blog. Dans un premier temps, Bard ne sera ouvert qu'à des testeurs dits de « confiance », pour être ensuite libéré auprès du public dans « les semaines à venir ». Sur le principe, Bard fonctionne de la même façon que ChatGPT. Il a été nourri par une vaste base de données documentaire pour générer des réponses convaincantes aux questions des utilisateurs. L'atout de Bard, par rapport à ChatGPT dont la base de connaissance est limitée et s'arrête en 2021, c'est que son algorithme peut aller chercher les informations pour ses réponses dans le Web. Et le Web, c'est essentiellement la base d'indexation de Google. Ce n'est pas tout, puisque Sundar Pichai a

également expliqué que des fonctionnalités alimentées par l'IA seraient associées à l'outil de recherche.

Une IA dans le moteur de recherche de Google

Cette annonce est donc une façon de couper la priorité à ChatGPT alors que l'IA était capable de mettre en danger le moteur de recherche historique. Et puis, il faut dire que, du côté de Microsoft, les grandes manœuvres avaient également commencé. Le géant de l'informatique a dévoilé accidentellement l'intégration de ChatGPT directement à l'interface de son moteur de recherche Bing. La société doit d'ailleurs organiser un événement ce jour à son siège de Washington, dont on se doute que le sujet sera bien cette nouveauté.

POUR INVENTER LES MÉTIERS DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE DE DEMAIN

L'école du hackathon

Les Intelligences artificielles (IA) s'inventent partout et les métiers qui gravitent autour se construisent aujourd'hui. En complément de leur formation académique, les étudiants peuvent gagner en maturité et en technicité en participant à des hackathons, ces compétitions de programmation dont se sont emparées les écoles mais aussi les entreprises et administrations. Mathis Fédérico, l'un des gagnants du premier défi du programme de hackathons « Tech Arena » de Huawei, explique à Futura ce que

ces compétitions apportent et comment elles lui ont permis d'imaginer ce que seront les IA de demain. L'Intelligence artificielle est à la mode. Des robots industriels jusqu'aux brosses à dent, en passant par le moteur de recherche du moindre service en ligne, l'IA s'immisce partout. Son succès est tel que les écoles peinent à former des professionnels qualifiés au rythme imposé par les besoins du marché. Premières concernées par cette pénurie, les entreprises multiplient les initiatives pour se

rapprocher du monde académique et contribuer, elles aussi, à l'émergence de ces nouvelles filières. Parmi les outils à leur disposition, les hackathons jouent une place centrale, en permettant notamment aux étudiants d'appliquer leurs savoirs théoriques à des problèmes industriels concrets. Grâce à ces compétitions, il est possible de s'aguerrir en quelques jours, ou semaines, à différentes techniques de façon humaine et collective. Mathis Fédérico, qui est en train de créer son entreprise qu'il a baptisée Bycelium, en

sait quelque chose. En parallèle de sa dernière année à l'École CentraleSupélec - Université Paris-Saclay, cet étudiant a participé dès le début de son cursus aux compétitions organisées par Huawei sous la bannière « Tech Arena ». Des compétitions qui, pour lui, n'ont rien à voir avec les autres, puisque l'entreprise va plus loin en posant aux candidats de vraies problématiques imaginées par ses équipes de R&D, sans mâcher le travail, et avec une puissance de calcul identique pour tout le monde.

Une montre contient un être vivant qui la fait fonctionner !

Dans notre société de consommation, nos objets sont devenus jetables. Des dizaines de millions de tonnes d'appareils électroniques partent ainsi chaque année au rebut dans le monde. Dans l'espoir de changer nos habitudes, des chercheurs ont imaginé une montre qui ne fonctionne que si vous la nourrissez. Une montre... vivante !

On achète un portable. Et on le jette dès qu'il fonctionne moins bien ou qu'un nouveau modèle arrive sur le marché. Même si entre-temps, il était présent à nos côtés, jour et nuit, à chaque instant de notre vie. C'est comme ça que marche notre société de consommation. C'est comme ça que la quantité de déchets que nous produisons augmente à une vitesse de plus en plus folle. Nous en sommes désormais arrivés, dans le monde, à 40 millions de tonnes de déchets électroniques par an. Et c'est dans l'espoir de changer les choses, d'éveiller les consciences, que des scientifiques de l'université de Chicago (États-Unis) ont mis au point une montre révolutionnaire. Comme beaucoup d'autres, elle donne l'heure – un minimum, pour une montre – et elle mesure la fréquence cardiaque de celui qui la porte. Mais ce que cette montre a de particulier, c'est qu'elle est... vivante !

Créer un lien avec nos objets

Oui, vous avez bien lu. Cette montre est vivante. En son cœur, il y a un blob. Vous savez ce drôle d'organisme qui ne ressemble à aucun autre. Ni animal, ni plante, ni champignon. Juste un blob. Un Physarum polycephalum. Un être unicellulaire réputé pour sa croissance rapide et ses étonnantes capacités à trouver son chemin dans un labyrinthe. Ainsi, lorsque le porteur de la montre le nourrit correctement – avec de l'eau et de l'avoine –, le blob se charge de fermer un circuit électrique qui active la fonction de monitoring de la fréquence cardiaque.

NOS PREMIERS TESTS DU ONEPLUS 11 LE CONFIRMENT

Le Snapdragon 8 Gen 2 est une petite bombe

Le OnePlus 11 débarque en France, et fait partie des premiers smartphones bénéficiant de la nouvelle puce haut de gamme de Qualcomm. D'après nos premiers tests, c'est une vraie réussite. OnePlus a certes un peu perdu de sa superbe d'antan, mais est très loin d'avoir abandonné le marché des smartphones. Il lance en France son OnePlus 11, un smartphone qui lorgne sans complexe vers le haut de gamme. Le terminal est en effet loin de la catégorie des « flagship killers » qui a fait la réputation de la marque dans les années 2010. Dans un contexte de hausse des prix généralisée, le OnePlus 11 démarre en effet à 849 euros pour sa configuration de base, avec 8 Go de Ram

et 128 (petits) Go de stockage. Une seconde version, plus musclée, est quant à elle commercialisée à 919 euros, avec cette fois 16 Go de RAM et 256 Go de stockage. C'est clairement cette dernière version que nous vous conseillons, étant donné que le stockage n'est pas extensible... et que 128 Go nous paraissent un peu chiches pour un smartphone à ce prix. Le OnePlus 11 est un appareil plutôt imposant, avec un écran de 6,7 pouces et un poids de 206 grammes. Voici un résumé de ses caractéristiques techniques, dont on peut relever quelques points saillants. Évidemment, la présence de la nouvelle puce Snapdragon 8 Gen 2 (nous y reviendrons) mais aussi d'une grosse batterie

de 5 000 mAh à la charge ultrarapide. On apprécie aussi la présence de 16 Go de RAM sur le modèle haut de gamme. De quoi, selon OnePlus, permettre de conserver jusqu'à 44 applications actives en même temps ! De bonnes nouvelles, qui

compensent une partition photo un peu moins généreuse que chez la concurrence, notamment avec un module téléobjectif plutôt dédié aux portraits, qui se contente d'un zoom optique x2... et un module « selfie » qui se contente de 16 Mpix.

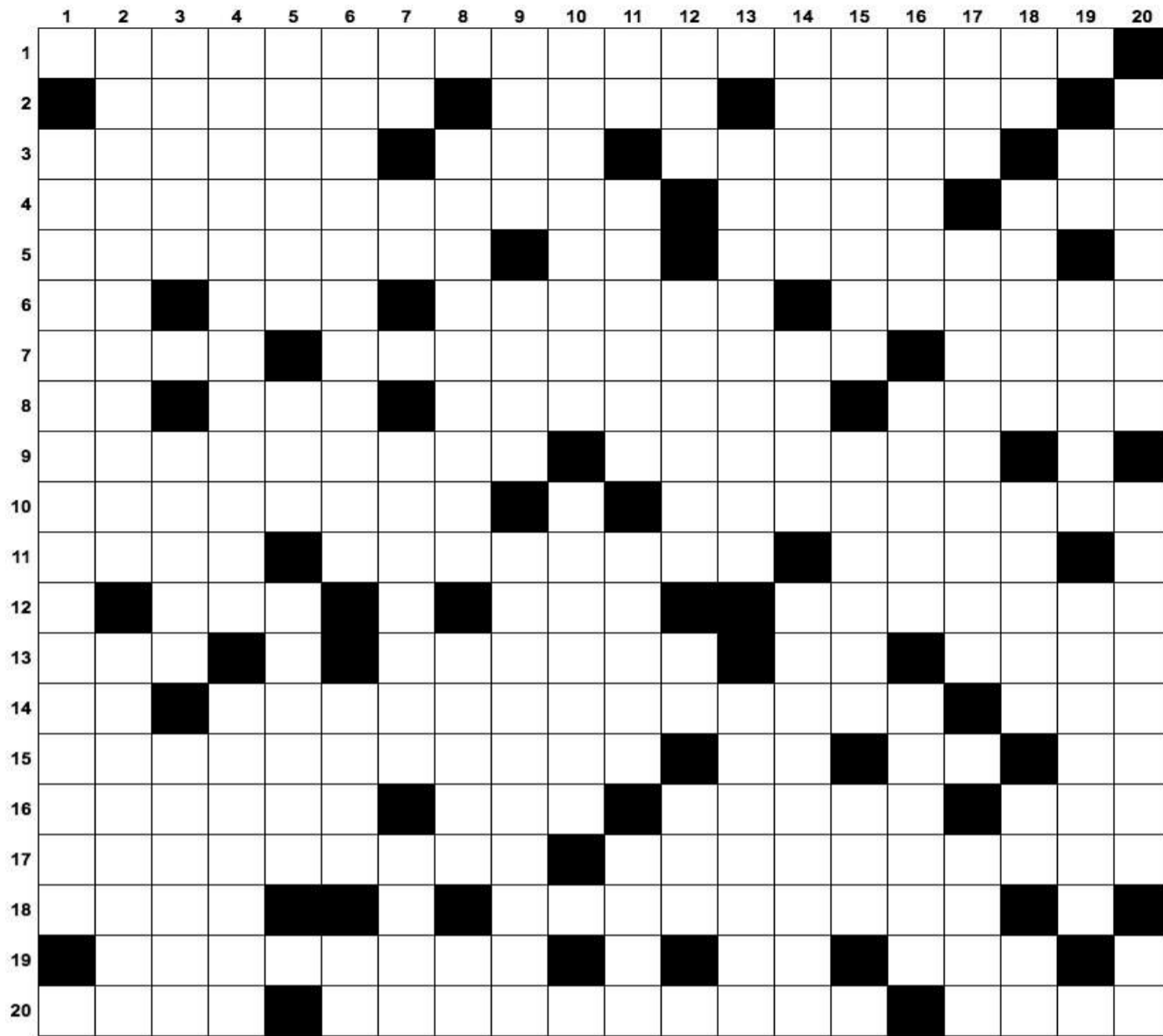
L'hydravion cargo géant à effet de sol de la Darpa se dessine

La Darpa met en concurrence deux de ses partenaires pour élaborer le design du Liberty Plan. Cet hydravion cargo géant utilisera l'effet de sol sur la mer pour transporter de lourdes charges rapidement sur de longues distances.

Fin mai, la Darpa annonçait qu'elle envisageait de concevoir un avion-cargo tactique utilisant l'effet de sol sur la mer pour parcourir de très longues distances à haute vitesse. Aujourd'hui, l'agence chargée du développement des nouvelles technologies à usage militaire démarre concrètement son programme.

Le Liberty Lifter rappelle les ekranoplans, des gigantesques avions cargos reposant sur ce principe, mis au point par les Soviétiques et utilisés jusqu'à la fin des années 1990. Pour le moment, la Darpa n'en est qu'au stade de la planche à dessin, c'est-à-dire ce qu'elle appelle la phase 1.

Pour cela, l'agence vient de mandater deux équipes, General Atomics en collaboration avec Maritime Applied Physics Corporation et Aurora Flight Sciences en partenariat avec Gibbs & Cox et ReconCraft. Les deux groupes développent deux concepts de démonstrateur à grande échelle. L'idée principale consiste à créer un hydravion cargo ayant la même capacité d'emport qu'un C-17 Globemaster III et d'à peu près les mêmes dimensions.



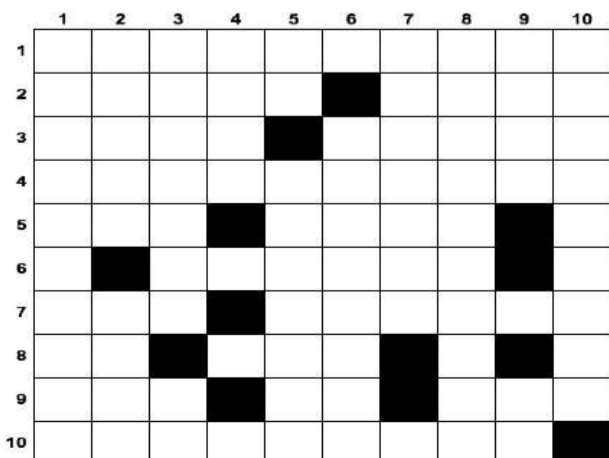
Horizontalement

1. Ça sent le roussi ! (8 mots).17. Guitoune jaune.18. Pétoche.19. Oxygénés.21. Bascule de droite à gauche.22. Mis en échec.23. Désespéré.25. Possessif.26. Rein ...garde.29. Permet de rester sur ses gardes.30. Patrie d'Abraham.31. Supérieures.32. Sur les plaques du Costa Rica.33. Garantissait la survie dans l'au-delà.35. Conjonction.36. Patri-arche.37. Dignités papales.40. Prend l'air.42. Continental ou océanique.43. Curatives.45. Dans les bourses de Christophe Colomb.46. Fonction elliptique de Jacobi.47. 98.49. Cotres sur la Manche.50. On peut en prendre pour un an.51. Rompt la communication.54. Au sommet de l'arbre.56. Dispersée.58. Déconfit.61. Nationale.62. Taxis.65. Faire et refaire, c'est toujours travailler.66. Quand on y est, c'est qu'on n'a pas la vie facile.68. Quand on y va, c'est que ça tombe à l'eau.69. Aéropages.71. Réfuté.73. Vieux hispaniques.76. Fauteur de troubles.77. Binette.78. Logarithme naturel.79. Salaires de labeur.83. Poisson de la Méditerranée.84. Alléchées.86. Laser Disc.87. Non dit.88. Fait des boucles.89. Poisson de l'Atlantique.90. Fleuve d'Allemagne.91. Divinité.93. Servi five o'clock.94. 'Vastitude'.96. Infectieux.98. Tom Pouce.99. Détruits.100. Lavât.103. Roumanie.104. Oui du petit Quin Quin.107. Amérindiens.108. Ça cocotte !109. Ouste.

Verticalement

1 Se rendre au milieu de nulle part (4 mots).2 Avec eux, c'est complet.- Rampe à pétrole.- Traverse.3 Baptisent.- Ce n'est pas acquis.- Pierre d'aigle.4 Itou.- Cohorte.- Excusez-moi du peu.5 Note.- Surveilleront.- Un bout de tunnel.- Interpelle.6 Parti parti.- Font partie d'une arabesque.- Silicates.7 Émerger.- C'est un début à tout.- Historien et romancier français (Georges).8 Réalisateur.- Genre papegai.- Poème.- Morte ou vive.9 Parcelles.- Groupe parlementaire français.- Union économique.- A fait la Belle.- Radio communication.10 Orientation.- Un ami très remonté.- Les Anglais doivent aimer s'y promener.- Sert de cadre à bien des études.11 Cherchèrent.- De sac et de corde.12 Habitues.- Émoi, émoi, émoi...- Non propre.13 Indique la matière.- Porte-bébé.- Se donne au départ.14 Dans.- Ringard.- Fulminant mais mal.15 Jean Cocteau les trouvait terribles.- Virulent.- Gonflette, à gauche d'un building.16 Prennent l'air quand ils sont en éventail.- Fait tourner le cheval au manège.17 Naevus.- Pusillanime.- Très peu d'utilité.18 Si c'est d'esprit, ça ne va pas bien loin.- Possédassent.19 Produire des éclats.- Chaussée.- Basées.20 Préposition.- En faire, c'est souvent jouer un mauvais tour.- Hic.- Almanachs.

Mini grille



Horizontalement

1 Gavroche y est mort.2 La moitié du diamètre.- Meuf.3 Ils sont beaux.- Ils permettent de passer le fleuve.4 Qui dégagent une harmonie d'ensemble.5 Nom en désordre.- Morceau de Normandie.6 Réduits à l'essentiel.7 Dans le plus simple appareil.- Du Sud de la France.8 Fin d'infinif.- Ne pas consommer après cette date.9 Fabrique l'élite de la République.- Appel.- Orient.10 Elle vérifie.

Verticalement

1 Raboliot ou d'autres.2 Grand prêtre.- Boîte électorale.3 Le danseur, le coureur, l'écolier...chacun a les siens.- Ave phonétique.4 De Damas ou de Provins, par exemple.5 Branché.- Monnaies slaves.6 Gare de Lyon qui n'est pas à Paris.7 Déchiffrés plutôt que lus.8 Terrifiants comme l'Enfer.9 Met en place le greffon.- Personnel.10 Tamisèrent.

Histoire :

Quatre des mystères les plus déroutants au monde et un malentendu

Le Mary Celeste



Ce qui est arrivé à l'équipage et aux passagers de ce brick américano-britannique reste l'un des plus grands mystères non résolus de la mer.

Le Mary Celeste a quitté New York le 7 novembre 1872 avec plus de 1 700 barils d'alcool à destination de Gênes, en Italie.

Le 5 décembre, il a été retrouvé à la dérive à 740 kilomètres à l'est des Açores par l'équipage d'un autre cargo, le Dei Gratia. Lorsqu'ils (les membres de l'équipage du Dei Gratia) montent à bord du mystérieux navire, ils constatent que, malgré la présence d'eau jusqu'à un mètre de hauteur dans la cale, il est en état de naviguer. En outre, ils ont constaté que la cargaison et les effets personnels étaient en grande partie intacts, bien qu'un canot pneumatique ait disparu.

Le Mary Celeste est conduit à Gibraltar, où une commission d'enquête britannique tente sans succès d'élucider la cause de l'abandon du navire.

Il n'y avait aucun signe de violence ou de cargaison manquante, ce qui met en doute les soupçons de mutinerie, de meurtre et de piraterie.

Il n'y a pas non plus de preuve qu'une explosion causée par les vapeurs d'alcool ait été la cause de l'abandon.

On n'a jamais retrouvé la trace du capitaine Benjamin Spooner Briggs, de sa femme et de sa fille en bas âge, ni des sept membres expérimentés de l'équipage. Son nom est devenu synonyme dans le monde entier de "vaisseaux fantômes" abandonnés.

ESSAI AUDI Q8 E-TRON S LINE (2023) : Que vaut le SUV restylé ?

L'ancien e-tron, premier SUV 100% électrique Audi, change de nom à l'occasion de son restylage pour devenir Q8 e-tron. Il en profite pour embarquer une batterie plus importante que l'Auto-Journal a testée.

L'Audi Q8 "normal", doté d'un moteur essence, existe toujours ! Y compris dans ses versions musclées SQ8 et RS Q8. Il va poursuivre sa carrière ainsi jusqu'à son propre restylage prévu pour début 2024, lors duquel il changera à son tour d'appellation pour devenir... Q9 ! Alors sera respectée la nouvelle nomenclature Audi associant les modèles 100% électriques à un chiffre pair, les autres à un chiffre impair. Pour l'heure, notre Q8 e-tron est en fait l'actuel e-tron "tout court" restylé. Après quatre ans d'une présence discrète chez

nous – il a été lancé fin 2018 –, le premier modèle 100% électrique de "grande série" commercialisé par Audi (exception faite de la R8 e-tron de 2015 qui n'a pas dépassé 100 exemplaires) avait besoin de refaire parler de lui tant la concurrence s'est étoffée depuis.

Un restylage qui ne touche quasi rien à l'intérieur

Pour autant, ce restylage ne touche quasi rien à l'intérieur. Il se voit en revanche davantage à l'extérieur. Le Q8 e-tron est en effet le premier modèle Audi à arborer fièrement le nouveau logo en 2D. Plusieurs autres éléments

changent à l'avant, le plus visible étant la barre de LED entre les feux qui donne l'impression visuelle d'un éclairage sous le capot. Les prises d'air ont également été modifiées avec pour but de gagner quelques poussières en aérodynamisme (désormais 0,24 de Cx sur le Q8 e-tron Sportback et 0,27 sur le Q8 e-tron), synonymes d'autonomie allongée. Autonomie ! Le mot est lâché ; parlons-en ! C'est l'une des principales améliorations du Q8 e-tron par rapport à son devancier. En tout cas d'après Audi, qui annonce jusqu'à 552 km selon le cycle WLTP sur la version

Sportback et 532 km sur le Q8 "normal", contre respectivement 424 et 410 km précédemment.

Une belle progression...

Une belle progression... théorique, obtenue entre autres par l'accroissement de la capacité de la batterie. Celle-ci grimpe à 104 kWh maximum (114 kWh en capacité brute) grâce à une nouvelle chimie qui améliore la densité énergétique.

Pour les puristes, même si la nouvelle batterie reste dans la famille des lithium-ion, elle n'est plus NMC (nickel-manganèse-cobalt) mais NCA (nickel-cobalt-aluminium), et utilise moins de cobalt.



La voiture la plus "Green" de tout les temps serait une Dacia

Selon l'organisme Green NCAP, la Dacia Spring est la voiture la plus écolo mesurée depuis que ce classement existe. Ont-ils seulement oublié d'où venait la Spring ? Vous connaissiez les crash-tests Euro NCAP, mais vous n'étiez peut-être pas au fait de la deuxième "branche" indépendante européenne : Green NCAP. Un organisme chargé d'analyser l'impact environnemental d'un véhicule sur trois points : ses rejets polluants, l'efficacité de son moteur et enfin l'énergie nécessaire à la fabrication des usines produisant le carburant ou l'électricité leur production propre. Trois domaines différents noté et permettant d'avoir une évaluation générale de l'aspect écologique d'un véhicule. Toutes les motori-

sations sont testées : thermiques, hybrides et électriques. Et le petit champion de 2022, qui est au passage l'une des voitures les mieux notées depuis la mise en place de ce classement, n'est autre qu'une roumaine sans moteur à combustion. Selon Green NCAP, la Dacia Spring a été la voiture la plus "écolo" testée en 2022 avec une note quasiment parfaite dans les trois catégories. L'organisme mentionne notamment la bonne performance de la Spring en matière de rendement, avec 89 % de l'énergie distribuée par le réseau électrique "disponible en sortie de batterie". Ceci implique donc que la petite roumaine affiche peu de pertes à la recharge. "La Dacia Spring a obtenu une note globale de 9,9, suivie de la Tesla Model 3 (note globale de

9,8). La NIO ET7, la Renault Mégane E-Tech et la Cupra Born ont obtenu des notes globales de 9,6. L'Audi Q4 e-Tron et la Hyundai IONIQ 5 ont également eu de bonnes notes", rajoute Green NCAP. Il précise également que la Spring obtient de bonnes notes grâce à sa légèreté. Alors, la voiture électrique légère et dépouillée de Dacia est-elle réellement l'amie de l'écologie ? En réalité, il faut aller fouiller dans la méthode de calcul de Green NCAP pour comprendre qu'un paramètre essentiel n'est pas pris en compte : le LCA (Life Cycle Assessment). Ne sont donc pas pris en compte les rejets polluants et l'impact environnemental de la production du véhicule, ni son acheminement : rappelés que la Spring, majoritairement vendue en Chine et en Europe,

est produite en Chine. Green NCAP étant un organisme européen, il aurait donc dû tenir compte du poids du transport et de la production de la Spring. Mais Green NCAP est transparent sur la chose : "les valeurs finales du LCA représentent des estimations scientifiques. Compte tenu des approximations impliquées et des limites de l'approche LCA de données de haut niveau, il n'est actuellement pas possible d'utiliser les résultats pour évaluer les véhicules en fonction de leur impact sur le cycle de vie. Par conséquent, Green NCAP met les détails de son analyse du cycle de vie à disposition à des fins d'information uniquement, sans classement des voitures meilleures ou moins bonnes".

PEUGEOT 408 ESSENCE 130 CH Ses consommations vérifiées et comparées à 11 rivales

Haute berline, la Peugeot 408 revendique autant un style unique qu'une maîtrise des consommations meilleure que les SUV. L'AM a pris la française aux mots, vérifiés et comparés ses consommations face à la concurrence.

Ce n'est pas toujours le cas dans l'automobile mais s'agissant de la nouvelle Peugeot 408, la forme sert le fond. Comprendre que sa silhouette de berline surélevée est censée incarner la mode d'après les SUV avec des voitures plus efficaces mais pas moins lookées. Un discours certes formaté de la part du constructeur mais qui n'en reste pas moins incontestable. Une berline, moins haute qu'un SUV, bénéficie nécessairement d'une meilleure pénétration dans l'air et, à la clé, de consommations de carburant favorable. Pour le confirmer, nous avons d'abord vérifié l'appétit de la 408 équipée de son PureTech 130 et de sa boîte automatique EAT8 servie de série – il n'y a pas de boîte mécanique. Puis, une fois les données récoltées, nous les avons comparées à la concurrence. La française étant à mi-chemin entre une berline, un break et un SUV, c'est un peu de tout ça que nous avons placé en face.

Peugeot 408 : promesse tenue Pour être les plus honnêtes

possibles, nous avons compilé les chiffres – eux aussi vérifiés sur notre base de Montlhéry – de modèles familiaux essence doté de transmissions automatiques et aux puissances proches, entre 130 et 150 ch. Précision importante, nous n'avons retenu que des concurrentes potentielles, c'est-à-dire dans la même fourchette tarifaire. Sans quoi BMW 320d ou Mercedes Classe C220d, aux rapports performances/consos bluffants, trahiraient les premières place sans problème. Le classement se fonde évidemment sur la consommation moyenne. Elle est elle-même le résultat de la pondération de nos trois cycles ville, route et autoroute, comme suit : 40 % ville, 40 % route, 20 % autoroute. Et de confirmer, au bout du compte, que la haute 408 consomme toujours moins qu'un SUV...

Des tentatives d'introduction de plus de 3 qx de kif traité déjouées

Des tentatives d'introduction de 3,24 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc ont été mises en échec, alors que 108 narcotrafiants ont été arrêtés dans des opérations menées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), durant la période du 1 au 7 février, indique un bilan opérationnel rendu public hier mercredi par le ministère de la Défense nationale.

Dans la dynamique des efforts soutenus de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période du 1 au 7 février 2023, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise le bilan.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie *Eco*

Jeudi 09 Février 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

BRICS

La Chine promet de favoriser l'adhésion de nouveaux membres

La Chine se dit prête à aider d'autres pays à rejoindre les BRICS. Cette organisation a fait preuve d'efficacité dans la reprise économique ces dernières années, selon Pékin. En plus de cela, les BRICS constituent «une force d'importance pour résoudre les questions internationales», rapport l'agence Sputnik.

Pékin est en faveur de l'élargissement des BRICS (groupe qui comprend actuellement le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud), a annoncé ce 6 février le porte-parole de la diplomatie chinoise.

En effet, au moins 13 pays, dont l'Algérie, l'Égypte et le Nigeria, sont intéressés à rejoindre le groupe. Six ont officiellement déposé leurs candidatures.

«La Chine continue d'adopter une attitude tolérante. Nous allons contribuer à l'adhésion de nouveaux membres aux BRICS par la voie de discussions et de consultations», a noté Mao Ning lors d'un point de presse.

«Ces dernières années, les pays des BRICS ont fait des progrès considérables dans le domaine de la coopération conjointe financière et économique, ainsi que dans la sphère monétaire. Cela revêt une grande importance pour optimiser les relations commerciales entre les pays membres de l'organisation et pour leur reconstruction économique», a-t-elle précisé.

Selon Pékin, les États concernés ont assuré une bonne tendance de développement des BRICS depuis le moment de leur création. Cette union est devenue «une force d'importance pour résoudre les questions internationales».

AVEC UN POTENTIEL SOLAIRE ET ÉOLIEN DE 3015 GW

L'Afrique du Nord devient un partenaire incontournable pour l'Europe

Le Conseil européen pour les relations internationales estime que l'Union européenne devrait intensifier ses partenariats avec les pays d'Afrique du Nord dans le domaine des énergies renouvelables pour atteindre son objectif de zéro émission nette en 2050.

L'énorme potentiel de l'Afrique du Nord en matière d'énergies renouvelables fait des pays de cette région des partenaires énergétiques de premier plan pour l'Union européenne (UE) qui vise à atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050, a souligné le Conseil européen pour les relations internationales (ECFR) dans un rapport publié le 9 janvier dernier.

Le rapport précise que l'Afrique du Nord possède l'un des plus grands potentiels du continent africain en matière d'énergies solaire et éolienne.

L'irradiation solaire moyenne annuelle dans la région est d'environ 2200 kilowattheures par mètre carré tandis que la vitesse moyenne du vent est de 7 mètres par seconde, et de 9,5 mètres par seconde en Algérie.

L'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) estime les capacités solaires et éoliennes installables au Nord du Sahara à 3015 gigawatts (2792 GW pour l'énergie solaire et à 223 GW pour l'énergie éolienne), ce qui représente plus de 2,5 fois la

production totale d'électricité de l'Europe en 2021.

De plus, la baisse des coûts d'investissement dans le solaire et l'éolien rend ces énergies très compétitives à court terme. Le coût moyen d'installation des panneaux photovoltaïques en Afrique du Nord est passé de 2000 dollars par kilowatt (kW) en 2015 à 1306 dollars/kW en 2019.

Le coût moyen de l'installation des éoliennes dans la région est, quant à lui, passé de 1795 dollars/kW en 2015 à 1448 dollars/kW en 2019.

Le rapport note dans ce cadre que la proximité de l'Afrique du Nord avec le marché européen favorise les exportations de l'électricité produite à partir des sources renouvelables vers le Vieux continent. D'autant plus que les infrastructures permettant l'échange de l'électricité propre à travers la Méditerranée sont déjà largement en place.

Deux lignes d'interconnexion électrique entre l'Espagne et le Maroc sont déjà opérationnelles. Une troisième ligne devrait entrer en service en 2026, alors que le lancement des travaux relatifs au projet d'interconnexion électrique entre la Tunisie et l'Italie est prévu en 2024.

La Chronique d'Anouar El Andaloussi

Le débat sur l'aménagement du territoire est de retour, tant mieux

Après une longue hibernation, le débat sur l'aménagement du territoire est revenu cette semaine à l'occasion d'une présentation du projet d'actualisation du SNAT par le ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire devant les sénateurs.

La question de l'aménagement du territoire a été mise sous le boisseau depuis maintenant plus d'une décennie. En effet, c'est en 2010 que la loi portant SNAT (Schéma National d'Aménagement du Territoire) a été promulguée. Depuis, la politique d'aménagement du territoire a été réduite à quelques repères donnés ici et là par les différents secteurs. Pourtant s'il y a un pays où l'aménagement du territoire a du sens et de l'utilité c'est bien l'Algérie. La préparation du SNAT à l'horizon 2030 a commencé en 2002, elle a fait l'objet d'un large débat. Le SNAT a été mis en forme par un document de grande facture, qui par la suite a été promulgué par une loi. Le document a identifié les grands enjeux et arrêté la méthodologie et les instruments de mise en œuvre. Au sujet des enjeux, on peut noter : « l'épuisement des ressources, la crise du rural, le décrochage démographique, la crise urbaine, l'ouverture de l'économie algérienne et la consolidation du lien territorial et la gouvernance territoriale ». A

plusieurs égards, ces enjeux sont toujours présents après 15 ans de l'adoption de la loi portant SNAT (2030). Aujourd'hui, d'autres enjeux sont apparus et d'autres défis s'imposent. Les nouveaux enjeux que doit, en principe, prendre en charge l'actualisation en cours (elle est dans sa phase finale selon le Ministre), devraient s'annoncer autour des questions suivantes : les dérèglements climatiques, la transition énergétique, la transformation numérique, la démographie, les problèmes géopolitiques de la région et la formation du capital humain. Toutes ces questions (enjeux) sont articulées directement au territoire et tire leur substance de celui-ci. Ce dernier est à la fois le réceptacle des problèmes mais aussi des solutions. C'est pourquoi l'AT, comme articulation entre l'espace, l'Homme et la nature, doit être vu comme une manière de limiter les dégradations de la nature et comme une démarche pour une exploitation durable et rationnelle des ressources qu'offre cette nature.

L'AT, comme expression de la volonté de l'Etat, est par nature stratégique et doit transcender les approches sectorielles ; il a vocation à être globale et à long terme. C'est pourquoi il s'impose aux autres politiques publiques, soit comme contrainte, soit comme ressource. L'harmonie de la relation Homme/Espace/Activités doit être recherchée par des politiques

d'attractivité, de mobilité et d'incitations. Un territoire doté de ressources naturelles mais démuné en matière d'infrastructures et/ou de population n'est plus utile ; comme un territoire surpeuplé mais sous doté en ressources produit des effets pervers et des dégradations de toute nature.

Le pays est aujourd'hui relativement bien équipé en infrastructures (réseaux routiers, réseaux d'énergies, réseaux télécoms, infrastructures éducatives et sanitaires, Villes-métropoles, ...) mais la population reste mal répartie sur le vaste territoire : 80% sur la bande littorale, 17% sur les Hauts Plateaux et à peine 3% dans le Grand Sud. L'équilibre et la cohérence recherchés par l'AT entre Homme/Espace/Activités est loin d'être atteint. Les grandes richesses du grand sud et les grandes étendues des hauts plateaux sont encore sous exploitées alors que les villes du Nord crouissent sous les problèmes démographiques, de la pollution, de la criminalité, de la paupérisation et autres effets pervers de la croissance urbaine. La politique d'Aménagement du Territoire fixe le Cap, aux autres politiques publiques de tracer les trajectoires dans une coordination irréprochable ; sinon les politiques produisent elles-mêmes des effets pervers au lieu de les éliminer ou les corriger. Tel est le défi de l'AT.